

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES
(DAGE - MEF)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2011**

RAPPORT FINAL

(AVRIL 2013)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP

(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par la Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement du Ministère de l'Economie et des Finances (DAGE-MEF) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007 – 545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) les DRP initiées par le Directeur de l'Administration Générale et de l'Equipeement en sa qualité d'Administrateur de Crédits Délégué ont été ouvertes par une Commissions dite Interne dont l'existence n'est fondée sur aucune base légale ou réglementaire. Nous rappelons que de manière générale, les Administrateurs de Crédits Délégués sont désignés sur la base d'un arrêté ministériel conformément aux dispositions de l'article 18 du décret 2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement de la Comptabilité Publique. Ils ne sont pas désignés Personnes Responsables de Marchés au sens des articles 27 et 28 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics. En conséquence, le DAGE, Administrateur de Crédits Délégué n'ayant pas reçu formellement une habilitation du Ministre de l'Economie et des Finances dans les mêmes formes que celles prévues par l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi portant Règlement de la Comptabilité Publique n'est pas habilité à signer des marchés. Ce faisant toutes les DRP signées par ce dernier sont sur le principe frappées de nullité.
- b) la mission a constaté que les DRP lancées par la DAGE, sont entachées d'entorses substantielles à la réglementation des marchés publics notamment des pratiques collusives et/ou de régularisation d'opérations exécutées par anticipation. Par ailleurs, pour une bonne partie des DRP, la confection des listes restreintes ne tient pas compte des capacités techniques des entreprises, mais uniquement de leurs capacités à préfinancer les activités programmées. Ce mode de dévolution des marchés est non seulement en contradiction avec l'article 44 du CMP qui dispose que « ...tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques et financières requises pour exécuter le marché ...», mais aussi avec les principes d'économie en ce qu'il contribue à renchérir la dépense publique en raison du recours à des intermédiaires au détriment des véritables spécialistes des prestations ciblées.
 - à titre d'exemple, nous avons noté qu'une importante proportion des DRP examinées (7/23) estimées à 54 284 109 F CFA représentant **30,44%** du nombre et **23,72%** de la valeur de notre échantillon constituent des consultations sans réelle concurrence puisque simulées ou entachées de signes de collusion (DRP N° 1, 7, 9, 11, 15, 17 et 18).
 - trois procédures de DRP comportent des signes de régularisation d'opérations exécutées par anticipation ou ont donné lieu à l'établissement d'attestation de services faits de complaisance (DRP N° 5, 8 et 16) pour un montant global estimé à 19 231 649 F CFA soit **8,40 %** de la valeur de l'échantillon-test.
 - des achats directs et/ou hors procédures concurrentielles documentées ont été effectués pour un montant estimé à 30 525 139 F CFA (DRP N° 2, 3, 14).

- c) l'examen de la procédure d'appel d'offres portant sélection d'un prestataire pour **l'entretien et le nettoyage des immeubles et bâtiments du MEF** a permis de constater plusieurs non conformités notamment :
- l'introduction dans l'avis d'appel d'offres, parmi les critères de qualification, de l'exigence d'avoir réalisé sur les 3 dernières années au moins un marché de nature et de taille similaires. Cette exigence relative à la taille du marché constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats. En effet, au regard de l'article 27 du COA qui exige des candidats la nécessité d'avoir une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché, l'autorité contractante est tout à fait fondée à demander auxdits candidats des références dans les prestations de services analogues mais ne peut pas demander aux soumissionnaires de faire la preuve de l'exécution de **marchés de même taille** (voir décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011). De ce fait, « en introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi cette exigence est objectivement nécessaire par l'objet du marché et la nature des prestations, l'autorité contractante a restreint l'accès du marché ».
 - l'examen du rapport d'évaluation des offres a permis de constater que la comparaison desdites offres n'a pas été faite par lot mais plutôt globalement alors qu'au vu de l'Avis d'Appel d'Offres, il ne s'agit pas d'un marché global mais d'un marché par lots. En procédant à la dévolution globale de ce marché et en passant outre l'allotissement préétabli, la Commission des Marchés ne s'est pas conformée au règlement de la consultation quand bien même cette non-conformité n'a pas eu d'effet sur le résultat de l'évaluation.
 - dans un rapport d'évaluation établi en mars 2011, l'offre de CBS portait sur un montant global de 59 436 000 F CFA pour les douze mois de prestations et la proposition d'attribution a été faite par la commission pour ce même montant. Un second rapport d'évaluation a été établi par la suite, dans lequel, la proposition d'attribution du marché à CBS est ramenée à 49 530 000 F CFA TTC correspondant à dix mois de prestations en lieu et place des douze mois initialement prévus. L'établissement de ces deux rapports d'évaluation n'est pas justifié. Nous précisons par ailleurs que la modification des montants à la signature du contrat bien que permise doit avoir été au préalable expressément prévue par le règlement de la consultation et s'inscrire dans les limites de la marge de fluctuation prédéfinie. N'ayant pas disposé du Dossier d'Appel d'Offres, nous ne pouvons nous prononcer sur la régularité de cette réduction.
 - le délai de préparation des offres accordé aux soumissionnaires est de vingt neuf jours au lieu des trente jours calendaires à compter de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence tel que stipulé dans l'article 63 .2 du CMP dans le cas d'un appel d'offres national. Le non respect du délai réglementaire de préparation des offres est susceptible d'un recours par toute personne intéressée à la procédure et peut entraîner son annulation.

- le justificatif de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de passation. Il s'agit d'une exigence de l'article 67.4 du CMP auquel il convient de se conformer ;
- la lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre n'est pas jointe au dossier. Cette exigence d'information du soumissionnaire non retenu du rejet de son offres (article 83.3 du CMP), est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu de l'exigence de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours qu'elle ouvre à ses destinataires contre la procédure;
- les attestations de main levée des garanties de soumission des candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;
- l'examen de la procédure d'appel d'offre portant sélection d'un prestataire pour des **travaux de réhabilitation de bâtiments à usage de bureaux** attribué à BF TRADING pour 149 756 305 F CFA TTC a permis de relever plusieurs non conformités :
 - il est indiqué dans le DAO, parmi les critères d'évaluation, qu'il est requis des soumissionnaires la présence dans leurs équipes de deux (2) ouvriers spécialisés en maçonnerie, menuiserie aluminium, électricité, carrelage, climatisation avec une expérience globale en travaux de 05 années et d'une expérience dans les travaux similaires (nombre de projets similaires) de deux (02) travaux. Ce critère nous semble abusif car il est difficile voire impossible de regrouper toutes ces compétences chez un ouvrier.
 - nous avons relevé quasiment les mêmes non conformités que celles évoquées ci-avant relatives au non respect du délai réglementaire de préparation des offres (article 63-2 du CMP), à la non transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires (article 67-4), à la non information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres et à la délivrance d'une main levée des garanties de soumission (article 83-3), à l'absence de classement de la lettre de notification de l'attribution (article 85) et de la garantie de bonne exécution (article 114-1), à la non observation du délai réglementaire de convocation des membres de la Commission des Marchés (article 39)
- un appel d'offres portant **entretien et maintenance des bâtiments** attribué à IDCO SUARL pour 97 385 109 F CFA TTC a été déroulé exactement les mêmes jours que l'appel d'offres portant sélection d'un prestataire pour des **travaux de réhabilitation de bâtiments à usage de bureaux** ci-avant mentionné avec les mêmes non conformités que celles évoquées ci-dessus. Il s'agit quasiment des mêmes prestations pour lesquelles les mêmes exigences en matière de qualification ont été formulées dans les deux Avis d'Appel d'Offres parus le même jour dans le même journal. Une bonne planification des achats aurait conduit à ne lancer qu'un seul appel d'offres avec

allotissement approprié qui aurait permis de faire des économies et d'atteindre l'objectif d'efficacité recherché dans toute commande publique.

- l'examen de la procédure d'appel d'offres portant sélection d'un prestataire pour **l'entretien et la réparation des équipements collectifs du MEF en six lots** a permis de constater également les mêmes non conformités que celles évoquées ci-avant notamment celles relatives à l'exigence de marchés de même taille, à la formalisation et la transmission des différents documents de passation.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitude subsistants à l'issue de nos travaux

- a) un marché passé par la **DAGE** et relatif à **l'entretien et à la maintenance du système téléphonique** attribué à TELCO SERVICES SARL pour un montant de **5 864 600 F CFA TTC** ne nous a pas été transmis.
- b) les offres relatives à **quatre** marchés de la **DAGE** passés par **DRP** concernant des **achats de consommables informatiques et de médailles, les travaux de désinfection et de dératisation des immeubles du MEF et l'entretien et la maintenance des circuits électriques** pour un montant total de **36 816 956 F CFA TTC** représentant 17,39% en nombre et 16,09% en valeur de l'échantillon des **DRP** ne nous ont pas été non plus transmises.

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	8
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	10
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	25
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	27
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	29
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	42
2.1 Contexte de l'intervention	42
2.2 Objectifs de la mission	43
2.2.1 Objectifs généraux	43
2.2.2 Objectifs spécifiques	43
2.2.3 Etendue des travaux à effectuer	44
2.2.4 Rapports émis au terme de la mission	47
3 Approche méthodologique	48
3.1 Revue approfondie des textes de référence	49
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	50
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	51
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	52
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	53
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	54
4 Résultats des travaux	55
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	56
4.1.1 Commission des marchés	56
4.1.2 Cellule de passation des marchés	56
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	57
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	57
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	57
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	57
4.1.5 Rappel des seuils applicables à la DAGE du MEF	57
4.2 Examen des marchés	58
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	58
4.2.2 Direction de l'Administration Générale et de l'Equipeement (DAGE)	60
4.2.2.1 Marchés conclus par Appel d'Offres	61
4.2.2.2 Marchés conclus par Avenant	78
4.2.2.3 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	80

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

AO N° 01-010/MEF/DAGE/F ENTRETIEN ET NETTOIEMENT DES IMMEUBLES ET BATIMENTS DU MEF (SIX LOTS) ATTRIBUE A BETA SERVICES POUR 49 530 000 F CFA

Le DAO devant nous permettre de vérifier si la procédure s'est déroulée conformément aux termes y relatifs ne nous a pas été transmis.

Le délai de préparation des offres de 29 jours au lieu de 30 est susceptible de faire l'objet d'un recours pouvant entraîner l'annulation de la procédure.

Le justificatif de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'est pas classé dans le dossier de passation qui nous a été transmis pour nous en violation de l'article 67-4 du CMP.

Le tableau de vérification du dépôt par les soumissionnaires et de la validité des pièces administratives annexé au procès verbal d'ouverture des plis mentionne le nom de sept entreprises alors qu'il est indiqué dans ledit PVO que trois offres ont été reçues au titre de cet appel d'offres (CBS, GIE GTS et CCS). La confusion vient du fait que ledit PVO a dû être préparé à partir d'un modèle relatif aux opérations d'ouverture d'un autre Appel d'Offres pour lequel les soumissionnaires étaient WTC, GENERALE D'EQUIPEMENT, EQUIP PLUS et 2AF.COM.

Une erreur de même nature a été reproduite sur la date et le support de publicité de l'avis d'appel d'offres ; en effet, il y est mentionné que l'avis d'appel d'offres a été publié dans « Sud Quotidien » du 21 janvier 2011 alors que le lancement de la procédure a été effectué dans le quotidien « Le Soleil » des 22 et 23 février 2011. L'avis inséré dans le premier journal est plutôt relatif à un autre appel d'offres portant sur « l'entretien et à la réparation des équipements collectifs du MEF ».

Un rapport d'évaluation établi en mars 2011 a été joint au dossier, il n'y est examiné et évalué que l'offre de CBS sur un montant global de 59 436 000 F CFA (sur 12 mois), l'évaluation n'est pas faite par lot et nous notons qu'une proposition d'attribution a été également faite par la commission technique pour ce même montant. Un second rapport d'évaluation a été établi dans lequel la proposition d'attribution du marché à CBS est ramenée à 49 530 000 F CFA TTC correspondant à dix mois de prestations en lieu et place des douze mois initialement prévus. L'établissement de ces deux rapports d'évaluation n'est pas justifié. La modification des montants à la signature du contrat est permise si le règlement de la consultation l'a expressément prévu et dans les limites de la marge de fluctuation prédéfinie. N'ayant pas disposé du Dossier d'Appel d'Offres, nous ne pouvons nous prononcer sur la régularité de cette réduction.

L'avis d'appel d'offres inclut dans les critères de qualification l'exigence d'avoir réalisé sur les 3 dernières années au moins un marché de nature et de taille similaires.

Cette exigence relative à la taille du marché constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats

En effet, en se basant sur l'article 27 du COA qui exige du candidat d'avoir une expérience acquise dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché, l'autorité contractante est tout à fait fondée à demander aux candidats des références dans les prestations de services analogues mais ne peut pas demander aux soumissionnaires de faire la preuve de l'exécution de **marchés de même taille** (voir décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011).

De ce fait, « en introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet du marché et la nature des prestations, l'autorité contractante a restreint l'accès du marché ».

L'examen du rapport d'évaluation a permis de constater que la comparaison des offres n'a pas été faite par lot mais plutôt globalement alors qu'au vu du DAO, il ne s'agit pas d'un marché global. En procédant à la dévolution globale de ce marché et en passant outre l'allotissement établi dans le DAO, la Commission des Marchés ne s'est pas conformée au règlement de la consultation quand bien même cette non-conformité n'a pas eu d'effet sur le résultat de l'évaluation.

Les articles du CMP auxquels fait référence l'avis d'attribution provisoire relativement à l'ouverture des délais de recours ne sont plus conformes au CMP. En effet, les articles 81-3, 86 et 87 deviennent respectivement 83-3, 88 et 89 dans le CMP si on se réfère au décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de l'article 83-3 du CMP.

L'avis d'attribution provisoire a été publié un peu plus de 9 mois avant l'obtention de l'ANO de la DCMP sur le rapport d'évaluation en violation de l'article 83 alinéa 3 du CMP.

La notification d'attribution définitive et le support de publicité de ladite attribution définitive n'ont pas été joints au dossier.

Le contrat qui nous a été transmis n'est pas immatriculé par la DCMP, n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement et la lettre de notification du marché n'est pas non plus classée dans le dossier qui nous a été remis.

La durée d'exécution indiquée dans le contrat est d'un an susceptible de renouvellement. Ceci est en contradiction avec le montant du marché qui couvre

une période de dix mois. Cette période est à cheval sur deux gestions (2011 et 2012) alors que les crédits sont théoriquement ouverts pour la Gestion 2011 ; sous ce rapport, il conviendrait d'harmoniser les règles qui régissent la gestion des finances publiques et la passation des marchés publics. Par ailleurs, les critères d'évaluation de l'exécution satisfaisante de la première année d'exécution du contrat doivent être précisés dans le contrat.

Ainsi, à moins que l'exécution n'ait été anticipée, la notification du marché n'a pu être faite qu'après l'expiration de la période de validité de l'offre de l'attributaire, ce qui aurait dû donner lieu à une actualisation du prix en vertu des dispositions de l'article 22 du CMP.

Le montant du marché a été engagé en totalité pour des prestations à exécution étalée, ce qui équivaut à un paiement anticipé en violation des dispositions du CMP relatives au paiement des marchés.

AOO TRAVAUX DE REHABILITATION DE BATIMENTS A USAGE DE BUREAUX ATTRIBUE A BF TRADING AND SERVICES POUR 149 756 305 F CFA TTC

L'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés aux séances de la dite commission dans les délais fixés par l'article 39 du CMP n'a pas été respectée. Ce délai est en effet de cinq (5) jours entre la date de convocation et celle de la réunion ;

L'article 63.2 du CMP fixe un délai minimal de trente jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence, pour le dépôt des offres, dans le cas d'un appel d'offres national. Or, l'avis d'appel d'offres a été publié le 17 Septembre 2011 et la date limite de dépôt des offres fixée au 17 Octobre 2011, soit un délai de préparation des offres de 29 jours, en violation de l'article précité. Le non respect du délai réglementaire de préparation des offres est susceptible d'un recours par toute personne intéressée à la procédure et peut entraîner son annulation.

Le justificatif de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de passation. Il s'agit d'une exigence de l'article 67.4 du CMP auquel il convient de se conformer.

Le tableau de vérification des pièces administratives a été établi par la Commission des Marchés. Il ressort de ce tableau annexé au PVO que toutes les pièces administratives demandées ont été fournies par les candidats. Cependant, il a été noté dans le même Procès Verbal d'Ouverture des plis qu' « en application de l'article 45 du Code des Marchés Publics, les candidats concernés seront saisis par écrit aux fins de fournir les pièces administratives manquantes dans un délai de 15 jours » ; il en ressort une incohérence des informations consignées dans le même document. Nous précisons que la Commission des Marchés doit faire consigner dans le PVO, et pour chaque candidat, les pièces à compléter. Sous ce rapport nous précisons que les conditions de vérification de la validité des pièces administratives requises pour avoir accès à la commande publique en vertu des articles 43 et 44 du CMP sont précisées dans l'article 45 dudit code.

L'examen des critères d'évaluation du DAO a permis de noter qu'il est requis des soumissionnaires, la présence dans l'équipe de deux (2) ouvriers

spécialisés en maçonnerie, menuiserie aluminium, électricité, carrelage, climatisation avec une expérience globale en travaux de 05 années et une expérience dans les travaux similaires (nombre de projets similaires) de deux (02) travaux. Ce critère nous semble abusif car il est difficile de regrouper ces compétences chez un ouvrier.

La lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre n'est pas jointe au dossier. Cette exigence d'information du soumissionnaire non retenu de l'article 83.3 du CMP, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet au candidat d'exercer son droit de recours éventuel ;

L'attestation de main levée de la garantie de soumission du candidat non retenu ne figure pas dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;

La lettre de notification de l'attribution définitive du marché et le support de publicité de l'avis d'attribution définitive n'ont pas été versés au dossier, en violation de l'article 85 du CMP ;

L'acte d'engagement ou contrat versé au dossier est sommaire et ne fixe pas de délai d'exécution, a fortiori de pénalités de retard, en violation de l'article 13 alinéa 6 et 7 du CMP ;

L'acte d'engagement a été signé par le DAGE du MEF sur aucune base légale ou réglementaire, car il n'a pas été désigné Personne Responsable du Marché au sens des articles 27 et 28 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics. En conséquence, le DAGE, n'ayant pas reçu formellement une habilitation de l'Autorité de tutelle dans les mêmes formes que celles prévues par l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi portant Règlement de la Comptabilité Publique, n'est pas habilité à signer le marché. Ce faisant, tout marché signé par ce dernier est frappé de nullité ;

L'examen de la copie de l'acte d'engagement mise à notre disposition nous a permis de constater que le contrat n'a pas été signé par le cocontractant du maître de l'ouvrage (seul son cachet a été apposé), ni daté, ni approuvé ;

Le contrat qui nous a été présenté n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424 du CGI ;

La garantie de bonne exécution n'est pas classée dans le dossier qui nous a été transmis. Le titulaire du marché doit constituer cette garantie à la signature du marché en vertu de l'article 114.1 du CMP.

AAO ENTRETIEN ET MAINTENANCE BATIMENTS ATTRIBUE A IDCO SUARL POUR 97 385 109 F CFA TTC

Nous avons constaté que l'autorité contractante a déroulé deux procédures d'appel d'offres parallèles pour passer deux marchés de même nature (travaux de réfection de bâtiments). Les deux avis d'appel d'offres ont été insérés le même jour dans un même journal avec les mêmes critères de qualification,

l'ouverture des plis a eu lieu le même jour à quelques minutes d'intervalle, par une même commission des marchés, les mêmes courriers avec la DCMMP pour les deux marchés. Toutes les étapes de la procédure ont été déroulées le même jour pour les deux marchés, avec les mêmes acteurs du côté de l'autorité contractante. Par soucis d'économie, elle aurait été plus indiqué de lancer une seule procédure avec un marché en deux lots. L'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés aux séances de la dite commission dans les délais fixés par l'article 39 du CMP n'a pas été respectée. Ce délai est en effet de cinq (5) jours entre la date de convocation et celle de la réunion ;

Une incohérence a été notée sur le montant de la garantie de soumission porté dans l'avis d'appel d'offres et le DAO et celui consigné dans le PV d'ouverture des plis ;

L'article 63.2 fixe un délai minimal de trente jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence, pour le dépôt des offres, dans le cas d'un appel d'offres national. Or, l'avis d'appel d'offres a été publié le 17 Septembre 2011 et la date limite de dépôt des offres fixée au 17 Octobre 2011, soit un délai de préparation des offres de 29 jours, en violation de l'article précité ;

Le justificatif de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de passation. Il s'agit d'une exigence de l'article 67.4 du CMP auquel il convient de se conformer ;

La lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre n'est pas jointe au dossier. Cette exigence d'information du soumissionnaire non retenu de l'article 83.3 du CMP, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet au candidat d'exercer son droit de recours éventuel ;

L'attestation de main levée de la garantie de soumission du candidat non retenu ne figure pas dans le dossier, en violation de l'art 83.3 du CMP ;

La lettre de notification de l'attribution définitive du marché et le support de publicité de l'avis d'attribution définitive n'ont pas été versés au dossier, en violation de l'article 85 du CMP ;

Le contrat est sommaire et n'a pas été daté. Il ne fixe pas de délai d'exécution, a fortiori de pénalités de retard, en violation de l'article 13 alinéa 6 et 7 du CMP ;

Le contrat a été signé par le DAGE du MEF sur aucune base légale ou réglementaire, car il n'a pas été désigné Personne Responsable du Marché au sens des articles 27 et 28 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics. En conséquence, le DAF, n'ayant pas reçu formellement une quelconque habilitation de l'Autorité de tutelle dans les mêmes formes que celles prévues par l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi portant Règlement de la Comptabilité Publique, n'est pas habilité à signer le marché. Ce faisant, tout marché signé par ce dernier est frappé de nullité ;

Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424 du CGI;

La garantie de bonne exécution n'est pas classée dans le dossier qui nous a été transmis. Le titulaire du marché doit constituer cette garantie à la signature du marché en vertu de l'article 114.1 du CMP.

AOO N°02/MEF/DAGE/GEST ENTRETIEN ET REPARATION DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS DU M.E.F (SIX LOTS)

L'Avis d'Appel d'Offres inclus dans les critères de qualification l'exigence d'avoir réalisé sur les 3 dernières années au moins un marché de nature et de taille similaires. Cette exigence relative à la taille du marché constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats (décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011). En effet, en se basant sur l'article 27 du COA qui exige du candidat d'avoir une expérience acquise dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché, l'autorité contractante peut demander aux candidats des références dans l'entretien et la réparation des équipements similaires mais ne peut pas demander aux soumissionnaires de fournir la preuve de l'exécution de marchés de même taille. De ce fait, en introduisant cette exigence dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet du marché et la nature des prestations, l'autorité contractante a restreint l'accès du marché.

Le procès verbal d'ouverture des plis a été établi le 24 Février 2011 soit 02 jours après la séance d'ouverture en violation de l'article 67.4 qui renseigne que dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès verbal signé par les membres de la commission présents et remis à tous les candidats.

L'avis d'attribution provisoire a été publié deux (02) mois après la décision d'attribution alors que l'article 83.3 du CMP stipule que l'Autorité Contractante doit publier un avis d'attribution provisoire aussitôt après avoir approuvé la proposition d'attribution de la Commission des Marchés.

Les lettres de notification d'attribution définitive, les contrats datés, le support de publicité de l'avis d'attribution définitive ne figurent pas dans le dossier de passation.

AVENANT N° 1 AU MARCHE N° F 1243 / 10 TRAVAUX DE REHABILITATION DES IMMEUBLES DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES ATTRIBUE A BF TRADING AND SERVICES POUR 61 417 614 F CFA TTC

Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424 du CGI.

DRP 1 - MATERIELS ET PRODUITS D'ENTRETIEN ATTRIBUE A ABDOUL HAMED TOURE POUR 4 599 876 F CFA

L'examen des factures pro forma présentées par trois des soumissionnaires (INTERAFRICAN NEGOCE, ABDOUL HAMED TOURE ET CIE) a permis

de noter des similitudes suspectes laissant entrevoir qu'elles ont été préparées par la même source ou proviennent de sources liées. Ces signes de collusion sont une violation du principe de transparence des procédures.

L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater que des offres écrites à la main avaient été déposées les 15 et 16 juin 2011 par CIE et INTERAFRICAN NEGOCE lesquelles offres avaient été par la suite saisies sur ordinateur après l'invitation à soumissionner du 8 août 2011. La procédure de DRP semble avoir été organisée pour régulariser une opération déjà exécutée. Le contrôle des offres des soumissionnaires a également permis de noter qu'à l'exception de l'attributaire du marché, tous les autres candidats ont fait une cotation pour 25 articles en lieu et place de 20 articles demandés dans le bordereau quantitatif et pour des quantités supérieures à celles indiquées dans ledit bordereau quantitatif. Cette succession d'incohérences serait le résultat d'opérations de régularisation mal maîtrisées.

DRP 2 ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES ATTRIBUE A LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE POUR 9 841 120 F CFA

Cette prestation n'a pas fait l'objet de procédure concurrentielle, le motif qui a été invoqué est que la Sénégalaise de l'Automobile est concessionnaire exclusif des pièces détachées pour réparer les véhicules Mitsubishi, Citroën, Mercedes et Kia au Sénégal. Cependant, seul un certificat d'exclusivité établi par la Sénégalaise de l'Auto elle-même est joint au dossier. Les contrats d'exclusivité devant être délivrés par les fabricants n'ont pas été transmis. Ni la facture définitive ni le PV de réception technique ne précisent les marques des voitures à entretenir ou à réparer.

DRP N° 3 - FOURNITURE DE PIECES POUR L'ENTRETIEN ET LA REPARATION DE VEHICULES ATTRIBUE A KEUR MAME DIARRA POUR 5 934 019 F CFA.

Le dossier de passation ne comprend pas les justificatifs de l'organisation d'une procédure concurrentielle pour la sélection de ce prestataire.

DRP N° 4 FRAIS D'ORGANISATION DU SEMINAIRE DE VALIDATION DE LA MATRICE DE BRUXELLES SUR LES PMA ATTRIBUE A IFFS POUR 14 691 000 F CFA.

Les candidats consultés (JOKKO DISTRIBUTION, PAPA ARFANG SARR – DSPS, NIAYES IMPORT EXPORT ET IFFS) dans le cadre de cette procédure ne sont ni des consultants, ni des réceptifs hôteliers et n'ont a priori aucune qualité pour organiser un séminaire. Il s'agit d'opérateurs sélectionnés sur la base de leur capacité à préfinancer cette opération ; il s'agit d'un mode de dévolution de marché contraire aux principes qui gouvernent la commande publique. Nous rappelons que pour l'établissement de la liste restreinte dans une procédure de DRP, l'Autorité Contractante est censée avoir « pré-qualifié » les candidats au regard de leurs capacités juridique, technique et financière supposées à effectuer les prestations envisagées.

Le contrat qui nous a été transmis ne porte pas de date de signature en violation de l'article 13- 6 du CMP.

DRP N° 5 ENTRETIEN DU MATERIEL DE CLIMATISATION DES VEHICULES DU M.EF ATTRIBUE A STATION FROID AUTO POUR 4 489 900 F CFA

Le PV d'ouverture des plis a été établi deux mois après l'ouverture des plis soit le 1^{er} avril en violation des dispositions du CMP qui indiquent que le procès verbal d'ouverture des plis doit être dressé séance tenante. S'il s'agissait d'un appel d'offres ledit PVO aurait été remis aux soumissionnaires présents ou représentés et transmis aux autres soumissionnaires (article 67-4 du CMP). .

Les prix totaux consignés sur les factures pro forma des fournisseurs TOUBA FROID, SENI MANE, FROID DAROU KHOUDOSS ne correspondent pas à la contre valeur des quantités indiquées sur lesdites factures pro forma mais à celle des quantités demandées par l'AC dans sa lettre d'invitation à soumissionner.

Notons que les factures pro forma de Touba Froid et Froid Darou Khoudoss ne comportent ni numéro de registre de commerce ni celui du NINEA en violation de l'article 44 du CMP.

Nous notons, au regard de la date de signature et d'enregistrement du contrat (25 novembre 2011) et de la date de réception des travaux (encore le 25 novembre 2011), qu'il y a eu soit une exécution anticipée du contrat car il est matériellement impossible de réaliser les travaux prévus en un jour, soit une certification de service fait de complaisance.

DRP N° 6 FOURNITURE DE MATERIEL DE PLOMBERIE ATTRIBUEE A E.P.S.C POUR 8 019 516 F CFA

Des noms de marque (tirette SIAMP, câble WIRQUIN,...) ont été cités dans le bordereau quantitatif transmis aux fournisseurs par l'AC, ceci est proscrit par l'article 7 du CMP. En effet, cette indication est interdite, toutefois, une telle indication accompagnée de la mention « ou équivalent » est autorisée lorsque les AC n'ont pas la possibilité de donner une description de l'objet du marché...

L'offre de l'attributaire n'a pas été jointe à la liasse et les quatre autres factures pro forma n'ont pas été datées.

L'examen du tableau comparatif des offres a permis de constater que les prix unitaires enregistrés dans la colonne du fournisseur SOPASEC-SARL sont différents de ceux inscrits dans son offre. pour les articles « vis a cache tête pour wc/bidet 8 cms » et « rouleau Telfon 252 25X10X0.2 » qui doivent être respectivement de 848 F CFA et 1200 F CFA en lieu et place de 1081 F CFA chacun. Avec cette modification injustifiée des prix dans le tableau comparatif des offres, SOSAPEC s'est retrouvé moins disant (7 998 795 F CFA) dans le tableau comparatif alors qu'avec la comparaison des factures pro forma, il est le deuxième moins disant (8 046 042 F CFA) derrière EPSC qui a fait une offre de 8 019 516 F CFA. Il convient de veiller au correct report des informations contenues dans les offres des soumissionnaires dans les procès verbaux d'évaluation.

Le contrat qui nous a été transmis n'est pas daté.

L'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des similitudes suspectes laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs.

DRP N° 7 PROJET DE REHABILITATION (PEINTURE LOCAUX DE LA DTAI) ATTRIBUE A IDEAL CONCEPT SUARL POUR 22 999 135 F CFA

Le dossier qui nous a été transmis ne comprend pas de cahier des charges et / ou de cadre de devis estimatif quantitatif. Aucune des quatre factures pro forma qui nous ont été transmises n'est datée. L'examen des offres des soumissionnaires a permis de déceler des similitudes suspectes laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs (IDCO, BF TRADING&SERVICES, CCI et EDIPRES). Nous constatons une erreur sur la numérotation du courrier. Ainsi, le procès verbal d'attribution et la lettre d'invitation des Ets Abdou Ndoye ont le même numéro d'enregistrement.

DRP N° 8 ACHAT DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES ATTRIBUE A LOGIC PLUS-SUARL POUR 9 974 540 F CFA

Le PV d'ouverture des plis a été établi plus d'un mois après l'attribution du marché soit le 16 mars 2011, en violation des dispositions du CMP qui indiquent que le procès verbal d'ouverture des plis doit être dressé séance tenante. S'il s'agissait d'un appel d'offres, ledit PVO aurait été remis aux soumissionnaires présents ou représentés et transmis aux autres soumissionnaires (article 67-4 du CMP).

Le même dateur a été utilisé sur toutes les factures pro forma.

Nous notons, au regard des dates de signature (8 juin 2011) et d'enregistrement du contrat (16 juin 2011) et de la date de livraison des fournitures (25 mai 2011), qu'il y a eu une exécution anticipée du contrat en violation des dispositions de l'article 85 du CMP qui stipule que le marché ne produit d'effet à l'égard de son attributaire qu'à compter de sa notification.

DRP N° 9 ORGANISATION D'UN COCKTAIL (PRESTATION MENU ET FORFAIT BOISSON PAR PERSONNE) ATTRIBUE A ETS NDOUMBE POUR 6 018 000 F CFA

Sur les cinq (05) lettres d'invitation adressées aux candidats, seules trois ont été déchargées et portent le cachet des entreprises (Ets Ndoumbé, Ets Ass et Africa Computer Productions), les deux autres factures (EMTG et PB Net Solutions) ne portent ni cachet ni décharge. Ceci ne nous donne pas l'assurance de la réception effective de la lettre d'invitation par ces deux dernières entreprises.

Le PV d'ouverture des plis a été établi trois mois après l'ouverture des plis soit le 06 avril 2011 en violation des dispositions du CMP qui indiquent que le procès verbal d'ouverture des plis doit être dressé séance tenante.

Le contrat ne comporte pas la date de sa signature.

Les factures pro forma des fournisseurs sont identiques. Les mêmes fautes sont commises sur toutes les factures. Il s'y ajoute que les Ets Ndoumbé et les Ets ASS ont le même numéro de boîte postale (1728). Nous avons noté à partir du SIGFIP que ces deux établissements appartiennent à la même personne (Aissatou Sy). De plus, le numéro de registre de commerce des Ets Ndoumbé (SN DKR 1993 A 2673) est le même que celui des Ets ASS (SN DKR 93 A 2673), il en est de même pour leur numéro de NINEA (Ets Ndoumbé : N° 22593662R1 et Ets ASS : N° 2259366 2D1) même si par quelques petits

artifices maladroits le soumissionnaire a essayé de les modifier.

La facture pro forma du fournisseur « EMTG & Associés/ Etablissement Maty Gueye et Associés » ne comporte ni numéro de NINEA ni numéro de registre de commerce or l'article 44 du CMP dispose que « tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter un marché... ».

DRP N° 10 FOURNITURES DE BUREAU ATTRIBUEE A LOGIC PLUS – SUARL POUR 4 922 606 F CFA

Le PV d'ouverture fait office de PV d'évaluation alors qu'il faut établir des PV distincts à chaque étape de la procédure.

DRP N° 11 FOURNITURE D'HABILLEMENT ET D'ACCESSOIRES VESTIMENTAIRES DESTINES AUX CHAUFFEURS DU CABINET DU MINISTRE ATTRIBUE A GOUYE MBINDE PRESTATIONS ET SERVICES POUR 4 369 481 F CFA

Le contrat qui nous a été transmis ne porte que la signature du DAGE, celle du fournisseur n'y est pas apposée. Il ne porte pas non plus la date de sa signature.

L'attributaire retenu par la Commission, a fait une offre financière qui est, à dix neuf francs près, égale au montant disponible sur la ligne budgétaire. Il s'y ajoute que les offres des soumissionnaires présentent de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion.

Le G.I.E LE MASSINA a proposé l'offre la moins disante avec un montant de 4 049 288 F CFA TTC. Cependant, le marché a été attribué à Gouy Mbinde Prestations et services, aucune explication n'a été apportée sur le choix porté sur ce dernier, qui était le deuxième moins disant.

Les candidats IFFS et SOPASEC ont le même siège social, numéro de téléphone, fax et RC renforçant ainsi les indices de collusion.

DRP N° 12 ACHAT DE PNEUS ET DE BATTERIES ATTRIBUEE AUX ETS MALEYE POUR 4 000 005 F CFA

Le contrat qui nous a été transmis n'a été signé que par le DAGE, celle du fournisseur n'y est pas apposée. Il ne porte pas non plus la date de sa signature.

DRP N° 13 ACHAT DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES ATTRIBUEE A STABURO POUR 10 299 996 F CFA

Aucune offre n'a été mise à notre disposition pour nous permettre d'apprécier leur conformité avec les spécifications du cahier des charges et la mise en œuvre transparente de la procédure de sélection.

DRP N° 14 TRAVAUX DE DESINFECTION ET DE DERATISATION DES IMMEUBLES DU MEF ATTRIBUEE A IDEAL CONCEPT SUARL POUR 14 750 000 F CFA

Aucune offre n'a été mise à notre disposition pour nous permettre d'effectuer les travaux de vérification programmés.

DRP N° 15 ACHAT DE PRODUITS D'ENTRETIEN ATTRIBUEE AUX ETABLISSEMENTS SODA POUR 4 999 930 F CFA

Seules trois lettres d'invitation (Ets Soda, Ets Diop et Ets A R Diagne) sont jointes dans le dossier qui nous a été transmis alors qu'il est a été indiqué dans le procès verbal d'ouverture des plis que cinq fournisseurs ont été consultés. Nos vérifications nous ont montré que les candidats qui ont déposé leurs offres sont les candidats à qui les lettres d'invitation ont été transmises.

Nous notons des similitudes suspectes sur les factures des établissements Soda et Amadou Raby Diagne. En effet, tous les montants inscrits sur les colonnes des prix unitaires et totaux sont collés, la présentation des tableaux et les caractères des écritures sont identiques. La marque de désodorisant « ARRIXACA » a été écrit « ARRIXARA » sur le bordereau quantitatif transmis par l'autorité contractante mais aucun des fournisseurs n'a apporté de correction.

DRP N° 16 ACHAT DE MEDAILLES POUR LE MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES ATTRIBUE A LOGIC PLUS SUARL POUR 4 767 200 F CFA.

Le bordereau quantitatif n'a pas été annexé aux lettres d'invitation.

L'ouverture des plis a eu lieu le 28 février 2011 soit quatorze jours après la date prévue. Il est à noter que la réception a eu lieu le 8 février 2011 avant l'ouverture des plis traduisant une exécution anticipée d'un contrat dont la conclusion ex post procède d'une opération de régularisation.

DRP N° 17 ACHAT DE MATERIEL DE BUREAU ATTRIBUE AU G.I.E NARE CONSULTING T & S POUR 3 498 464 F CFA

Des signes de collusion ont été identifiés sur les factures pro forma produites par les soumissionnaires.

DRP N° 18 à N° 23

Les lettres d'invitation et les tableaux des besoins exprimés ne donnent aucune indication sur les spécifications techniques requises pour les fournitures ou prestations de services. De ce fait, l'évaluation ne s'est basée que sur la comparaison des offres de prix proposées par les soumissionnaires.

Le secrétariat de la commission des marchés n'a pas été tenu par les membres de la Cellule de Passation des Marchés en violation des dispositions de l'arrêté N° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes

Concernant les DRP relatives aux travaux, nous avons constaté que l'Autorité Contractante consultait régulièrement les mêmes prestataires.

DRP N° 18 / ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU PARC INFORMATIQUE

Les lettres d'invitation à soumissionner ne sont pas datées.

Les PV ont été établis cinq (05) mois après les séances d'ouverture des plis et d'attribution du marché en violation de l'article 67-1 du CMP.

L'examen des offres nous a permis de déceler des similitudes sur la présentation laissant entrevoir des signes de collusion entre les différents candidats consultés.

DRP N° 19 / FOURNITURE D'EFFETS VESTIMENTAIRES

Les factures pro forma ne sont pas datées.

Les PV ont été établis deux (02) mois après les séances d'ouverture des plis et d'attribution du marché en violation de l'article 67-1 du CMP.

DRP N° 20 / ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES CIRCUITS ELECTRIQUES DES IMMEUBLES

Seule l'offre de l'attributaire est classée dans le dossier.

Le délai entre la décision d'attribution et la signature du contrat est anormalement long (09 mois).

DRP N° 21 / TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

Les offres ne sont pas datées. A l'exception de l'attributaire, tous les autres soumissionnaires ont coté au dessus du seuil de passation des marchés et aucune de leurs offres n'est visée par le représentant légal.

Le système de numérotation des lettres d'invitation présente des indices de régularisation.

Le cahier des charges ne figure pas dans le dossier.

DRP N° 22 / TRAVAUX DE REHABILITATION D'UN BATIMENT R+1 A USAGE DE BUREAUX

Les offres ne sont pas datées.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés dans le procès verbal d'ouverture des plis et à rédiger les procès verbaux d'ouverture des plis en séance tenante et les transmettre systématiquement aux soumissionnaires ou à leurs représentants conformément à l'article 67 alinéa 4 du CMP.

Eviter les opérations de régularisations.

Obtenir des contrats d'exclusivité en bonne et due forme et non des attestations.

Veiller au respect des dispositions de l'article 27 du COA.

Se conformer aux dispositions des articles 83, 88 et 89 du CMP.

Demander aux titulaires de marché de soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 460 du CGI avant la mise en règlement des factures.

Se conformer à l'article 39 du CMP pour l'observation du délai de cinq jours francs entre la convocation et la tenue de la réunion de la Commission des Marchés ;

Veiller à l'inscription de toutes les mentions obligatoires dans les contrats tel que stipulé par l'article 13 du CMP ;

Se conformer aux articles 27 et 28 du CMP sur les personnes responsables du marché, habilitées à signer les marchés ;

Se conformer à l'article 114 du CMP sur l'exigence de la garantie de bonne exécution ;

Respecter les délais entre les différentes étapes de passation des marchés.

Se conformer à l'Arrêté N° 011588 du 28/12/07 sur la mise en place des commissions des marchés des autorités contractantes ;

Se conformer aux dispositions de l'article 133 du CMP.

Bannir la collusion entre fournisseurs en veillant à plus de transparence dans les procédures de DRP.

Veiller au respect des dispositions de l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis.

Se conformer aux dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 3 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

L'Autorité Contractante a l'obligation d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres aussitôt après l'approbation de la proposition d'attribution de la Commission des Marchés.

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

<p align="center">SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</p>	
--	--

RAS

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

RAS

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

DAGE

Description	AOO N° 01-010/MEF/DAGE/F	AOO	AOO	Avenant N° 1
Nature	Entretien et nettoyage des immeubles et bâtiments du MEF (six lots)	Travaux de réhabilitation de bâtiments à usage de bureaux	Entretien et maintenance bâtiments	Travaux de réhabilitation des immeubles du MEF
Attributaires	Beta Services	BF Trading and Services	IDCO SUARL	BF Trading
Montants en F CFA TTC	49 530 000	149 756 305	97 385 109	61 417 614
Violation de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits budgétaires		✓	✓	
Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires		✓	✓	
Violation de l'article 27 du COA sur l'indication du critère taille dans les critères de qualification	✓	✓		
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM		✓	✓	✓
Non respect de l'article 39.1 du CMP relatif aux convocations des membres de la Commission des Marchés		✓	✓	
Violation de l'article 63-2 du CMP sur le délai minimal de dépôt des offres		✓	✓	
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓	✓	✓	
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut	✓	✓	✓	

d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres				
Non respect de l'article 83.3 relatif à la restitution des garanties de soumission		✓	✓	
Violation des articles 84 et 85 du CMP sur la signature, l'approbation, la notification des marchés	✓	✓	✓	
Violation de l'article 114 du CMP sur la garantie de bonne exécution		✓	✓	
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement (article 460 du CGI)	✓	✓	✓	✓

Description	AO N° 02/MEF/DAGE/GEST					
Nature	Entretien et réparation équipements collectifs du MEF					
Attributaires	Equip Plus	2 AF.COM	GIE GTS		GE	
Montants en F CFA TTC	Lot 1 : 8 209 366	Lot 2 : 14 899 999	Lot 3 : 13 924 000	Lot 4 : 14 093 212	Lot 5 : 19 275 300	Lot 6 : 15 360 650
Violation de l'article 27 du COA sur l'indication du critère taille dans les critères de qualification	✓					
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓					
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	✓					
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓					

Description	DRP N°1	DRP N°2	DRP N°3	DRPN°4
Nature	Fournitures de bureau	Entretien du matériel de climatisation des véhicules du MEF	Fourniture de matériel de plomberie	Peinture des locaux de la DTAI
Attributaires	Logic Plus	Station Froid Auto	EPSC	Ideal Concept SUARL
Montants en F CFA TTC	4 922 606	4 489 900	8 019 516	22 999 135
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 7 du CMP sur les noms de marque			✓	
Violation de l'article 12 du CMP sur le cahier des charges				✓
Violation de l'article 13alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires	✓	✓	✓	✓
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés		✓		
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises		✓		
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats		✓	✓	
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus		✓		
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓		✓
Terme utilisé inadéquat	✓			
Attestation de précompte de TVA	✓	✓		

non classée dans le dossier de passation				
Signe de collusion		✓	✓	✓
Non respect des articles 133 et 134 du CMP relatif aux pénalités pour retard		✓	✓	✓

Description	DRP N°5	DRP N°6	DRP N°7	DRP N°8
Nature	Achat de consommables informatiques	Organisation d'un cocktail	Fourniture d'habillement et d'accessoires vestimentaires	Achat de pneus et de batteries
Attributaires	Logic Plus	Ets Ndoumbé	Gouye Mbinde Prestations et Services	Ets Maleye
Montants en F CFA TTC	9 974 540	6 018 000	4 369 481	4 000 005
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires	✓	✓		
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM	✓	✓		✓
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés	✓			
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises		✓		
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓	✓		
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus			✓	
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓			
Signe de collusion	✓	✓	✓	
Non respect des articles 133 et 134 du CMP relatif aux pénalités pour retard	✓	✓		

Description	DRP N°9	DRP N°10	DRP N°11	DRP N°12	DRP N°13
Nature	Achat de consommables informatiques	Travaux de désinfection et de dératisation des immeubles du MEF	Achat de produits d'entretien	Achat de médailles pour le MEF	Aménagement du 3^e étage : Immeuble Guillet
Attributaires	Staburo	Ideal Concept SUARL	Etablissements Soda	Logic Plus	A2S Services
Montants en F CFA TTC	10 299 996	14 750 000	4 499 930	4 767 200	24 685 600
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓	✓
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM					✓
Violation de l'art 67.1 du CMP : Ouverture des plis à la date et à l'heure limite de dépôt des offres				✓	✓
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus		✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓		✓	✓	✓
Offres non datées					✓
Récurrence des mêmes entreprises consultées					✓

Description	DRP N°14	DRP N°15	DRP N°16	DRP N°17	DRP N°18
Nature	Achat de matériel de bureau	Matériel et produits d'entretien	Entretien et réparation de véhicules	Fourniture de pièces de pour l'entretien et la réparation de véhicules	Travaux d'assainissement des eaux pluviales
Attributaires	GIE Nare Consulting	Abdoul Hamed Touré	La Sénégalaise de l'Automobile	Keur Mame Diarra	Elégance Services
Montants en F CFA TTC	3 498 464	4 599 876	9 841 120	5 934 019	23 894 528
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓		✓	✓
Violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires	✓	✓		✓	✓
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM	✓	✓		✓	✓
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés		✓		✓	✓
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓	✓		✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	✓
Factures pro forma non datées		✓			✓
Récurrence des mêmes entreprises consultées					✓

Signe de collusion	✓	✓		✓	
Non respect des articles 133 et 134 du CMP relatif aux pénalités pour retard	✓	✓	✓	✓	

Description	DRP N°19	DRP N°20	DRP N°21	DRP N°22	DRP N°23
Nature	Frais d'organisation du séminaire de validation de la matrice de Bruxelles sur les PMA	Entretien et maintenance du parc informatique	Fourniture d'effets vestimentaires	Entretien et maintenance des circuits électriques des immeubles	Travaux de réhabilitation d'un bâtiment R+1 à usage de bureaux
Attributaires	IFFS	ACP	Fall Abdou Lahat	MNEG	Delta Group International
Montants en F CFA TTC	14 691 000	8 299 223	3 823 200	6 999 760	23 499 732
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires	✓	✓	✓	✓	✓
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓				
Violation de l'art 67.1 du CMP : Ouverture des plis à la date et à l'heure limite de dépôt des offres		✓	✓		
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓				
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓			✓	✓
Factures pro forma non			✓		✓

datées					
Délai anormalement long entre l'attribution et la signature du contrat				✓	
Lettres de consultation non datées		✓			
Signe de collusion	✓	✓			
Récurrence des mêmes entreprises consultées					✓
Non respect des articles 133 et 134 du CMP relatif aux pénalités pour retard	✓				

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématisé le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;

- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation des méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;

- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la DAGE du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux

pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,

- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais

requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),

- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la DAGE du MEF, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés. Concernant les procédures de DRP, Le Directeur de la DAGE est Président de la Commission des Marchés, Président de la Commission de réception, agit comme Personne Responsable des Marchés en approuvant les contrats sans avoir reçu une délégation formelle à cet effet une catégorie précise de marchés au sens de l'article 27 du CMP par le Ministre Dépensier. Cette délégation doit être faite dans les mêmes formes que la désignation des Administrateurs de Crédits Délégués organisée par l'article 18-3 du décret 2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement de la Comptabilité Publique. Ce faisant, les contrats signés par le Directeur de la DAGE sont normalement frappés de nullité.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés a été pris le 19 janvier 2011 (Note de service N°13/MEF/CM/Pdt). Cependant, l'article 36-1 dispose que cette nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours.

Notons que deux membres et leurs suppléants ont été nommés au sein de cette commission et qui sera complétée par un troisième membre qui proviendra du service demandeur. Néanmoins, la liste de ces personnes désignées au sein des services concernés n'est pas jointe à la note de service portant nomination des membres de la commission des marchés.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'arrêté N° 01903/MEF/CPM portant création de la CPM a été établi le 03 mars 2010. L'acte de nomination du Coordonnateur de la CPM ne nous a pas été transmis mais les attestations de prise de service (N° 00061 à 00064/MEF/CPM) des nouveaux membres ont été prises en date du 28 avril 2011.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ne nous ont pas été communiquées. Les supports de leur transmission à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés du MEF, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été confectionné et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans Le Soleil du 11 janvier 2011 conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA DAGE DU MEF

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la DAGE du MEF sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA DAGE DU MEF EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP DAC sur	Seuil de contrôle DCMP Rapport d'évaluation sur	Seuil de contrôle DCMP Contrat sur	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

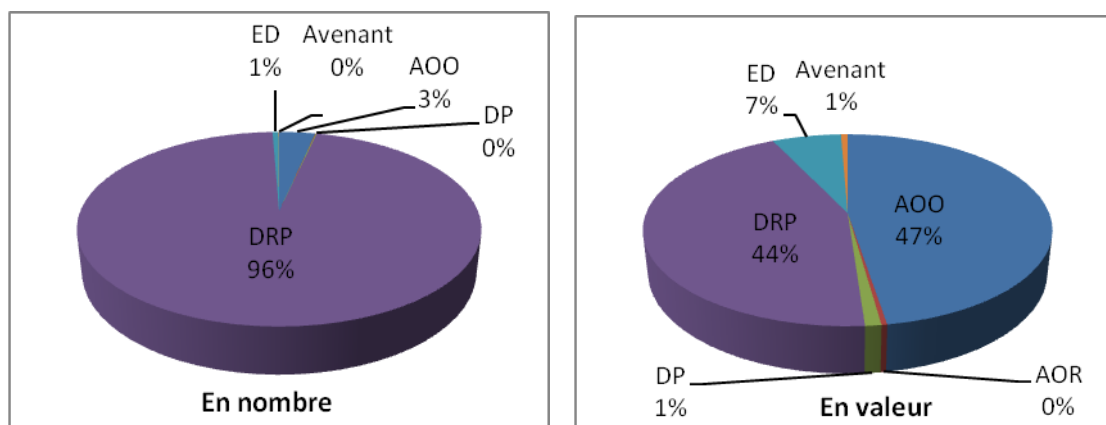
4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d’offres ouvert (AOO)	71	4 640 703 807	39	3 329 144 892	55%	72%
Appel d’offres restreint (AOR)	1	36 705 000	-	-	0%	0%
Demande de Proposition (DP)	2	105 700 000	1	90 000 000	50%	85%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	1 976	4 308 758 342	128	1 208 401 657	6%	28%
Entente directe (ED)	12	634 211 601	2	378 859 197	17%	60%
Avenant	1	61 417 614	1	61 417 614	100%	100%
TOTAL	2 063	9 787 496 364	171	5 067 823 360	8%	52%

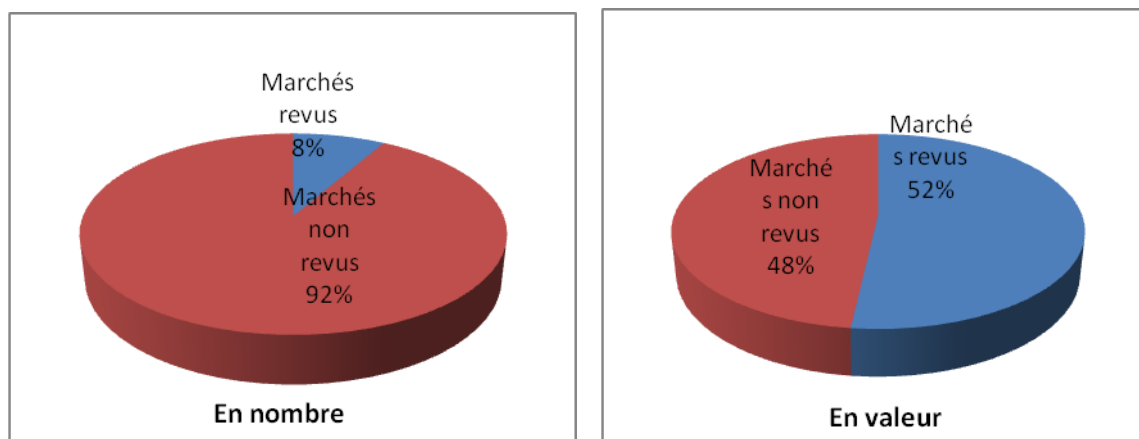
La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



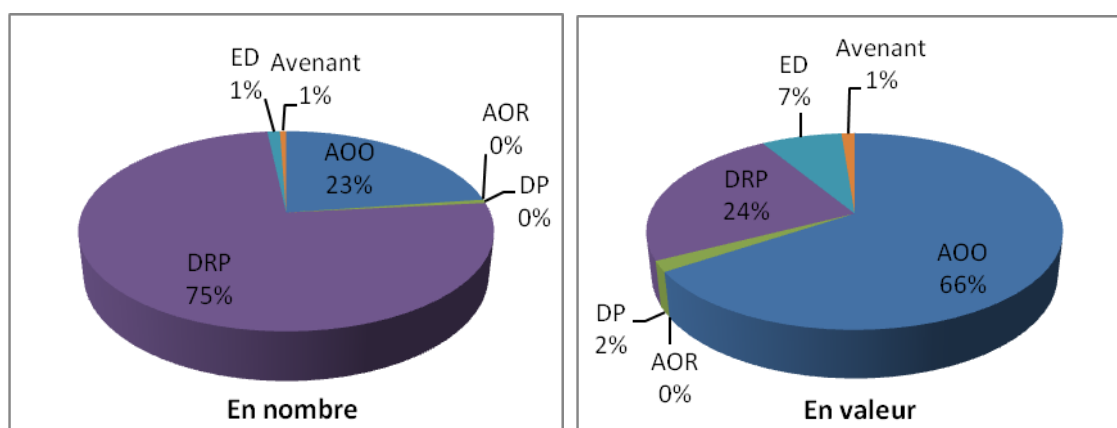
CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation

Nous avons examiné, 2 des 12 ententes directes (17% en nombre et 60% en valeur), une des 2 demandes de proposition (50% en nombre et 85% en valeur), 39 des 71 lots passés par appels d'offres (55% en nombre et 72% en valeur), un avenant (100% en nombre et 100% en valeur) et 128 des 1976 DRP (6% en nombre et 28 % en valeur) passés par le MEF soit un taux de couverture de 8% en nombre et 52% en valeur.



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR

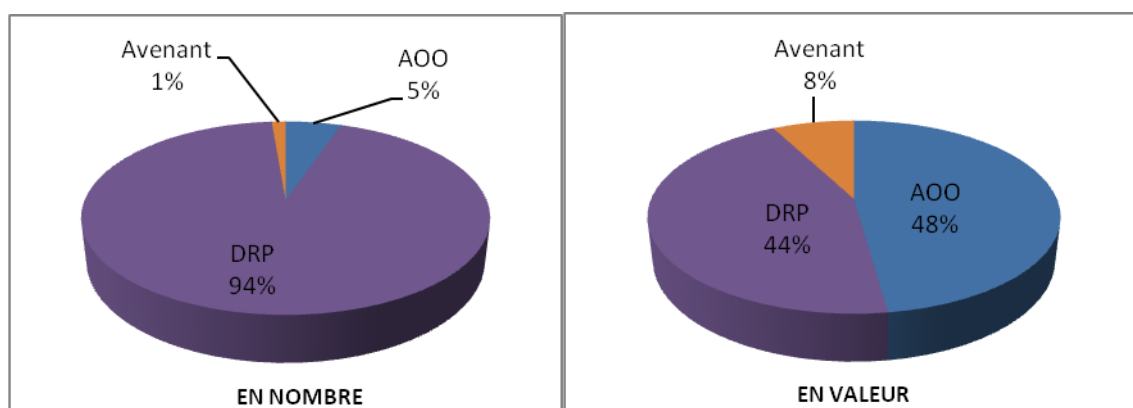


DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2 DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT (DAGE)

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	4	382 433 941	4	382 433 941	100%	100%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	71	356 036 191	23	228 876 831	32%	64%
Avenant	1	61 417 614	1	61 417 614	100%	100%
TOTAL	76	799 887 746	28	672 728 386	37%	84%

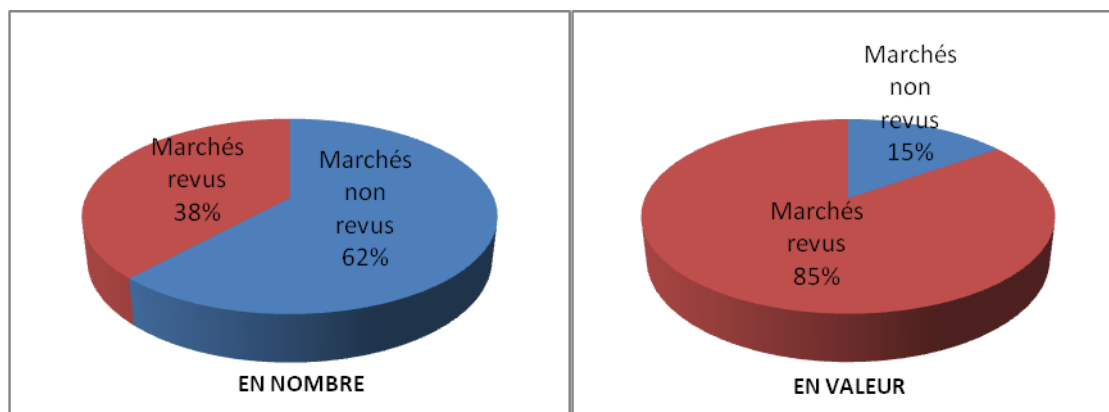
La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



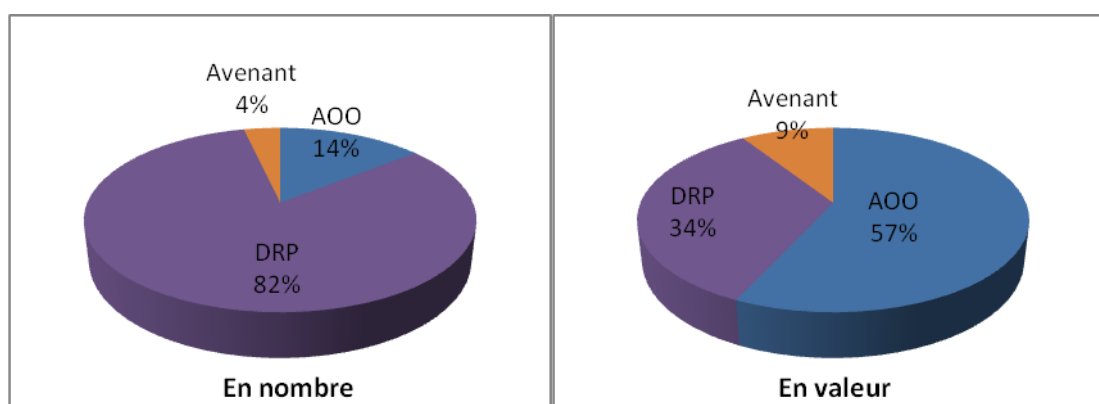
CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation

Nous avons examiné, les 4 appels d'offres (100% en nombre et 100% en valeur), un avenant (100% en nombre et 100% en valeur) et 23 des 71 DRP (32% en nombre et 64 % en valeur) passées par le MEF soit un taux de couverture de 37% en nombre et 84% en valeur.



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2.1 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

AO N° 01-010/MEF/DAGE/F Entretien et nettoyage des immeubles et bâtiments du MEF (Six lots)	
Date de publication de l'AGPM	Le Soleil du 11 janvier 2011
Date de publication de l'AO	Le Soleil des 22 janvier 2011
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	21 février 2011, PV établi le 24 février 2011
Délai de préparation des offres	29 jours
Date de convocation des membres de la commission des marchés	15 février 2011
Période de validité des offres	60 jours
Date de convocation des membres de la commission des marchés	15 février 2011
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	28 février 2011, PV établi le 04 mars 2011
Date de notification d'attribution provisoire	08 mars 2011
Date de publication de l'attribution provisoire	Sud Quotidien du 03 mai 2011
Date de l'attestation d'existence de crédits	05 juillet 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	14 septembre 2011

Date de souscription	
Date d'approbation	26 septembre 2011
Date d'immatriculation	-
Date de notification du marché	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	-
Délai d'exécution	1 an renouvelable
Attributaire	BETA SERVICES
Montant du marché en F CFA TTC	49 530 000 (10 mois) <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : 1 586 500 / mois - Lot 2 : 909 600 / mois - Lot 3 : 466 800 / mois - Lot 4 : 909 600 / mois - Lot 5 : 628 000 / mois - Lot 6 : 452 500 / mois
Non conformités	<p>Le DAO devant nous permettre de vérifier si la procédure s'est déroulée conformément aux termes y relatifs ne nous a pas été transmis.</p> <p>Le délai de préparation des offres de 29 jours au lieu de 30 est susceptible de faire l'objet d'un recours pouvant entraîner l'annulation de la procédure.</p> <p>Le justificatif de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'est pas classé dans le dossier de passation qui nous a été transmis pour nous en violation de l'article 67-4 du CMP.</p> <p>Le tableau de vérification du dépôt par les soumissionnaires et de la validité des pièces administratives annexé au procès verbal d'ouverture des plis mentionne le nom de sept entreprises alors qu'il est indiqué dans ledit PVO que trois offres ont été reçues au titre de cet appel d'offres (CBS, GIE GTS</p>

	<p>et CCS). La confusion vient du fait ledit PVO a dû être préparé à partir d'un modèle relatif aux opérations d'ouverture d'un autre Appel d'Offres pour lequel les soumissionnaires étaient WTC, GENERALE D'EQUIPEMENT, EQUIP PLUS et 2AF.COM.</p> <p>Une erreur de même nature a été reproduite sur la date et le support de publicité de l'avis d'appel d'offres ; en effet, il y est mentionné que l'avis d'appel d'offres a été publié dans « Sud Quotidien » du 21 janvier 2011 alors que le lancement de la procédure a été effectué dans le quotidien « Le Soleil » des 22 et 23 février 2011. L'avis inséré dans le premier journal est plutôt relatif à un autre appel d'offres portant sur « l'entretien et à la réparation des équipements collectifs du MEF ».</p> <p>Un rapport d'évaluation établi en mars 2011 a été joint au dossier, il n'y est examiné et évalué que l'offre de CBS sur un montant global de 59 436 000 F CFA (sur 12 mois), l'évaluation n'est pas faite par lot et nous notons qu'une proposition d'attribution a été également faite par la commission technique pour ce même montant. Un second rapport d'évaluation a été établi dans lequel la proposition d'attribution du marché à CBS est ramenée à 49 530 000 F CFA TTC correspondant à dix mois de prestations en lieu et place des douze mois initialement prévus. L'établissement de ces deux rapports d'évaluation n'est pas justifié. La modification des montants à la signature du contrat est permise si le règlement de la consultation l'a expressément prévu et dans les limites de la marge de fluctuation prédéfinie. N'ayant pas disposé du Dossier d'Appel d'Offres, nous ne pouvons nous prononcer sur la régularité de cette réduction.</p> <p>L'avis d'appel d'offres inclut dans les critères de qualification l'exigence d'avoir réalisé sur les 3 dernières années au moins un marché de nature et de taille similaires.</p> <p>Cette exigence relative à la taille du marché constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats</p> <p>En effet, en se basant sur l'article 27 du COA qui exige du candidat d'avoir une expérience acquise dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché, l'autorité contractante est tout à fait fondée à demander aux candidats des références dans les prestations de services analogues mais ne peut pas demander aux soumissionnaires de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille (voir décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011).</p> <p>De ce fait, « en introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet du marché et la nature des prestations, l'autorité contractante a restreint l'accès du marché ».</p> <p>L'examen du rapport d'évaluation a permis de constater que la comparaison des offres n'a pas été faite par lot mais plutôt globalement alors qu'au vu de l'AAO, il ne s'agit pas d'un marché global. En procédant à la dévolution globale de ce marché et en passant outre l'allotissement établi dans le DAO, la Commission des Marchés ne s'est pas conformée au règlement de la</p>
--	--

	<p>consultation quand bien même cette non-conformité n'a pas eu d'effet sur le résultat de l'évaluation.</p> <p>Les articles du CMP auxquels fait référence l'avis d'attribution provisoire relativement à l'ouverture des délais de recours ne sont plus conformes au CMP. En effet, les articles 81-3, 86 et 87 deviennent respectivement 83-3, 88 et 89 dans le CMP si on se réfère au décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de l'article 83-3 du CMP.</p> <p>L'avis d'attribution provisoire a été publié un peu plus de 9 mois avant l'obtention de l'ANO de la DCMP sur le rapport d'évaluation en violation de l'article 83 alinéa 3 du CMP.</p> <p>La notification d'attribution définitive et le support de publicité de ladite attribution définitive n'ont pas été joints au dossier.</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis n'est pas immatriculé par la DCMP, n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement et la lettre de notification du marché n'est pas non plus classée dans le dossier qui nous a été remis.</p> <p>La durée d'exécution indiquée dans le contrat est d'un an susceptible de renouvellement. Ceci est en contradiction avec le montant du marché qui couvre une période de dix mois. Cette période est à cheval sur deux gestions (2011 et 2012) alors que les crédits sont théoriquement ouverts pour la Gestion 2011 ; sous ce rapport, il conviendrait d'harmoniser les règles qui régissent la gestion des finances publiques et la passation des marchés publics. Par ailleurs, les critères d'évaluation de l'exécution satisfaisante de la première année d'exécution du contrat doivent être précisés dans le contrat</p> <p>Le montant du marché a été engagé en totalité pour des prestations à exécution étalée, ce qui équivaut à un paiement anticipé en violation des dispositions du CMP relatives au paiement des marchés.</p>
Recommandations	<p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés dans le procès verbal d'ouverture des plis et à transmettre le procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément à l'article 67 alinéa</p>

	<p>4 du CMP.</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 27 du COA.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 83, 88 et 89 du CMP.</p> <p>Demander aux titulaires de marché de soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424 du CGI avant la mise en règlement des factures.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO TRAVAUX DE REHABILITATION DE BATIMENTS A USAGE DE BUREAUX	
Date de demande d'ANO de la DCMP sur le DAO	05 Septembre 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	16 Septembre 2011
Date de publicité de l'AOO	17 et 18 Septembre 2011 « Sud Quotidien »
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	17 Octobre 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	29 jours
Durée de validité des offres	90 jours
Garantie de soumission	3 000 000 F CFA valable 28 jours après la date d'expiration de la validité de l'offre
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	28 Octobre 2011
Date de demande d'avis sur le rapport d'analyse comparative des offres et le PV d'attribution provisoire	03 Novembre 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et le PV d'attribution provisoire	11 Novembre 2011
Date de notification d'attribution provisoire	-
Date de publicité de l'avis d'attribution provisoire	26 et 27 Novembre 2011 « Sud Quotidien »
Date de notification d'attribution définitive	-
Date de publicité de l'avis d'attribution définitive	-
Date de l'attestation d'existence de crédits	14 Novembre 2011
Date de souscription	-
Date d'approbation	08 Décembre 2011

Date d'immatriculation	-
Date de notification	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Délai d'exécution	-
Budget	BCI
Attributaire	BF TRADING AND SERVICES
Montant du marché	149 756 305 F CFA TTC
Non conformités	<p>L'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés aux séances de la dite commission dans les délais fixés par l'article 39 du CMP n'a pas été respectée. Ce délai est en effet de cinq (5) jours francs entre la date de réception de la convocation et celle tenue de la réunion ;</p> <p>L'article 63.2 du CMP fixe un délai minimal de trente jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence, pour le dépôt des offres, dans le cas d'un appel d'offres national. Or, l'avis d'appel d'offres a été publié le 17 Septembre 2011 et la date limite de dépôt des offres fixée au 17 Octobre 2011, soit un délai de préparation des offres de 29 jours, en violation de l'article précité. Le non respect du délai réglementaire de préparation des offres est susceptible d'un recours par toute personne intéressée à la procédure et entraîner son annulation.</p> <p>Le justificatif de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de passation. Il s'agit d'une exigence de l'article 67.4 du CMP auquel il convient de se conformer.</p> <p>Le tableau de vérification des pièces administratives a été établi par la Commission des Marchés. Il ressort de ce tableau annexé au PVO que toutes les pièces administratives demandées ont été fournies par les candidats. Cependant, il a été noté dans le même Procès Verbal d'Ouverture des plis qu'« en application de l'article 45 du Code des Marchés Publics, les candidats concernés seront saisis par écrit aux fins de fournir les pièces administratives manquantes dans un délai de 15 jours » ; il en ressort une incohérence des informations consignées dans le même document. Nous précisons que la Commission des</p>

	<p>Marchés doit faire consigner dans le PVO, et pour chaque candidat, les pièces à compléter. Sous ce rapport, nous précisons que les conditions de vérification de la validité des pièces administratives requises pour avoir accès à la commande publique en vertu des articles 43 et 44 du CMP sont précisées dans l'article 45 dudit code.</p> <p>L'examen des critères d'évaluation du DAO a permis de noter qu'il est requis des soumissionnaires, la présence dans l'équipe de deux (2) ouvriers spécialisés en maçonnerie, menuiserie aluminium, électricité, carrelage, climatisation avec une expérience globale en travaux de 05 années et une expérience dans les travaux similaires (nombre de projets similaires) de deux (02) travaux. Ce critère nous semble abusif car il est difficile de regrouper ces compétences chez un ouvrier.</p> <p>La lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre n'est pas jointe au dossier. Cette exigence d'information du soumissionnaire non retenu de l'article 83.3 du CMP, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet au candidat d'exercer son droit de recours éventuel.</p> <p>L'attestation de main levée de la garantie de soumission du candidat non retenu ne figure pas dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP.</p> <p>La lettre de notification de l'attribution définitive du marché et le support de publicité de l'avis d'attribution définitive n'ont pas été versés au dossier, en violation de l'article 85 du CMP.</p> <p>L'acte d'engagement ou contrat versé au dossier est sommaire et ne fixe pas de délai d'exécution, a fortiori de pénalités de retard, en violation de l'article 13 alinéa 6 et 7 du CMP.</p> <p>L'acte d'engagement a été signé par le DAGE du MEF sur aucune base légale ou réglementaire, car il n'a pas été désigné Personne Responsable du Marché au sens des articles 27 et 28 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics. En conséquence, le DAGE, n'ayant pas reçu formellement une habilitation de l'Autorité de tutelle dans les mêmes formes que celles prévues par l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi portant Règlement de la Comptabilité Publique, n'est pas habilité à signer le marché. Ce faisant, tout marché signé par ce</p>
--	---

	<p>dernier est frappé de nullité.</p> <p>L'examen de la copie de l'acte d'engagement mise à notre disposition nous a permis de constater que le contrat n'a pas été signé par le cocontractant du maître de l'ouvrage (seul son cachet a été apposé), ni daté, ni approuvé.</p> <p>Le contrat qui nous a été présenté n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424 du CGI;</p> <p>La garantie de bonne exécution n'est pas classée dans le dossier qui nous a été transmis. Le titulaire du marché doit constituer cette garantie à la signature du marché en vertu de l'article 114.1 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP pour l'observation du délai de cinq jours francs entre la convocation et la tenue de la réunion de la Commission des Marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 67 du CMP relativement à la transmission systématique du procès-verbal d'ouverture des plis à tous les soumissionnaires ;</p> <p>Veiller à l'inscription de toutes les mentions obligatoires dans les contrats tel que stipulé par l'article 13 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux articles 27 et 28 du CMP sur les personnes responsables du marché, habilitées à signer les marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 114 du CMP sur l'exigence de la garantie de bonne exécution ;</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424 du Code Général des Impôts ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO ENTRETIEN ET MAINTENANCE BATIMENTS	
Date de demande d'ANO de la DCMP sur le DAO	05 Septembre 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	16 Septembre 2011
Date de publicité de l'AAO	17 et 18 Septembre 2011 « Sud Quotidien »
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	17 Octobre 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	29 jours
Durée de validité des offres	90 jours
Garantie de soumission	2 200 000 F CFA valable 118 jours ou 28 jours après la date d'expiration de la validité de l'offre
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	28 Octobre 2011
Date de demande d'avis sur le rapport d'analyse comparative des offres et le PV d'attribution provisoire	03 Novembre 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et le PV d'attribution provisoire	11 Novembre 2011
Date de notification d'attribution provisoire	-
Date de publicité de l'avis d'attribution provisoire	26 et 27 Novembre 2011 »Sud Quotidien »
Date de notification d'attribution définitive	-
Date de publicité de l'avis d'attribution définitive	-
Date de l'attestation	17 Novembre 2011

d'existence de crédits	
Date de souscription	-
Date d'approbation	08 Décembre 2011
Date d'immatriculation	-
Date de notification	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Délai d'exécution	-
Budget	BCI
Attributaire	IDCO SUARL
Montant du marché	97 385 109 F CFA TTC
Non conformités	<p>Nous avons constaté que l'autorité contractante a déroulé deux procédures d'appel d'offres parallèles pour passer deux marchés de même nature (travaux de réfection de bâtiments). Les deux avis d'appel d'offres ont été insérés le même jour dans un même journal avec les mêmes critères de qualification, l'ouverture des plis a eu lieu le même jour à quelques minutes d'intervalle, par une même commission des marchés, les mêmes courriers avec la DCMP pour les deux marchés. Toutes les étapes de la procédure ont été déroulées le même jour pour les deux marchés, avec les mêmes acteurs du côté de l'autorité contractante. Par soucis d'économie elle aurait été plus indiqué de lancer une seule procédure avec un marché en deux lots. L'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés aux séances de la dite commission dans les délais fixés par l'article 39 du CMP n'a pas été respectée. Ce délai est en effet de cinq (5) jours entre la date de convocation et celle de la réunion ;</p> <p>Une incohérence a été notée sur le montant de la garantie de soumission porté dans l'avis d'appel d'offres et le DAO et celui consigné dans le PV d'ouverture des plis ;</p> <p>L'article 63.2 fixe un délai minimal de trente jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence, pour le dépôt des offres,</p>

	<p>dans le cas d'un appel d'offres national. Or, l'avis d'appel d'offres a été publié le 17 Septembre 2011 et la date limite de dépôt des offres fixée au 17 Octobre 2011, soit un délai de préparation des offres de 29 jours, en violation de l'art précité ;</p> <p>Le justificatif de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de passation. Il s'agit d'une exigence de l'article 67.4 du CMP auquel il convient de se conformer ;</p> <p>La lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre n'est pas jointe au dossier. Cette exigence d'information du soumissionnaire non retenu de l'article 83.3 du CMP, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet au candidat d'exercer son droit de recours éventuel ;</p> <p>L'attestation de main levée de la garantie de soumission du candidat non retenu ne figure pas dans le dossier, en violation de l'art 83.3 du CMP ;</p> <p>La lettre de notification de l'attribution définitive du marché et le support de publicité de l'avis d'attribution définitive n'ont pas été versés au dossier, en violation de l'article 85 du CMP ;</p> <p>Le contrat est sommaire et n'a pas été daté. Il ne fixe pas de délai d'exécution, a fortiori de pénalités de retard, en violation de l'article 13 alinéa 6 et 7 du CMP ;</p> <p>Le contrat a été signé par le DAGE du MEF sur aucune base légale ou réglementaire, car il n'a pas été désigné Personne Responsable du Marché au sens des articles 27 et 28 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics. En conséquence, le DAF, n'ayant pas reçu formellement une quelconque habilitation de l'Autorité de tutelle dans les mêmes formes que celles prévues par l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi portant Règlement de la Comptabilité Publique, n'est pas habilité à signer le marché. Ce faisant, tout marché signé par ce dernier est frappé de nullité ;</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424 du CGI;</p>
--	--

	La garantie de bonne exécution n'est pas classée dans le dossier qui nous a été transmis. Le titulaire du marché doit constituer cette garantie à la signature du marché en vertu de l'article 114.1 du CMP.
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP pour l'observation du délai de cinq jours francs entre la convocation et la tenue de la réunion de la Commission des Marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 67 du CMP relativement à la transmission systématique du procès-verbal d'ouverture des plis à tous les soumissionnaires ;</p> <p>Veiller à l'inscription de toutes les mentions obligatoires dans les contrats tel que stipulé par l'article 13 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux articles 27 et 28 du CMP sur les personnes responsables du marché, habilitées à signer les marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 114 du CMP sur l'exigence de la garantie de bonne exécution ;</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424 du Code Général des Impôts ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO N°02/MEF/DAGE/Gest			
ENTRETIEN ET REPARATION DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS DU M.E.F			
Date de publication de l'AO		21 Janvier 2011	
Date limite de dépôt des offres		21 Février 2011	
Délai de préparation des offres		30 jours	
Date d'ouverture des plis		21 Février 2011	
Date de l'évaluation technique		Mars 2011	
Date d'attribution		28 Février 2011	
Date de l'attestation d'existence de crédits		Mai 2011, Juillet 2011	
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution		12 Octobre 2011	
Date de publication de l'attribution provisoire		03 Mai 2011	
Date de souscription		-	
Date d'approbation		-	
Date d'immatriculation		-	
Date de notification		-	
Date d'enregistrement du contrat		-	
Date de publication de l'avis d'attribution définitive		-	
Délai d'exécution		01 an	
EQUIP PLUS	Lot 1	Groupes électrogènes	8 209 366 F CFA TTC
2 AF.COM	Lot 2	Ascenseurs	14 899 999 F CFA TTC
GIE GTS	Lot 3	Plomberie	13 924 000 F CFA TTC
GIE GTS	Lot 4	Pompes	14 093 212 F CFA TTC
G.E	Lot 5	Climatisation	19 275 300 F CFA TTC

		Centrale	
G.E	Lot 6	Climatiseurs Fenêtre et Split	15 360 650 F CFA TTC
Notification et publicité de l'attribution provisoire			Les lettres de notification d'attribution provisoire ont été envoyées aux titulaires des marchés le 08 Mars 2011. L'avis d'attribution provisoire a été publié dans le SUD QUOTIDIEN du 03 Mai 2011
Publicité de l'attribution définitive Notification de l'attribution définitive			Le support de publication de l'avis d'attribution définitive ne figure pas dans le dossier
Non conformités		<p>L'Avis d'Appel d'Offres inclus dans les critères de qualification l'exigence d'avoir réalisé sur les 3 dernières années au moins un marché de nature et de taille similaires. Cette exigence relative à la taille du marché constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats (décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011). En effet, en se basant sur l'article 27 du COA qui exige du candidat d'avoir une expérience acquise dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché, l'autorité contractante peut demander aux candidats des références dans l'entretien et la réparation des équipements similaires mais ne peut pas demander aux soumissionnaires de fournir la preuve de l'exécution de marchés de même taille. De ce fait, en introduisant cette exigence dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement nécessaire pour l'exécution du marché et la nature des prestations, l'autorité contractante a restreint l'accès du marché.</p> <p>Le procès verbal d'ouverture des plis a été établi le 24 Février 2011 soit 02 jours après la séance d'ouverture en violation de l'article 67.4 qui renseigne que dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès verbal signé par les membres de la commission présents et remis à tous les candidats.</p> <p>L'avis d'attribution provisoire a été publié deux (02) mois après la décision d'attribution alors que l'article 83.3 du CMP stipule que l'Autorité Contractante doit publier un avis d'attribution provisoire aussitôt après avoir approuvé la proposition d'attribution de la Commission des Marchés.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution définitive, les contrats datés, le support de publicité de l'avis d'attribution définitive ne figurent pas dans le dossier de passation.</p>	

Recommandations	<p>Rédiger les procès verbaux d'ouverture des plis en séance tenante et les transmettre systématiquement aux soumissionnaires ou à leurs représentants.</p> <p>Respecter les délais entre les différentes étapes de passation des marchés.</p> <p>Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation de marché tel qu'édicté par le Manuel de classement de l'ARMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UN AVENANT

Description	Marché N° F 1243 / 10 TRAVAUX DE REHABILITATION DES IMMEUBLES DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	AVENANT N°1
Date de souscription du marché	24 Juillet 2010	03 Mai 2011
Date d'attestation d'existence de crédits	-	-
Date immatriculation du marché	-	-
Date d'approbation du marché	13 Décembre 2010	15 Juin 2011
Date du rapport de présentation	03 Décembre 2010	-
Date de notification du marché	-	-
Délai d'exécution	-	-
Attributaire	BF TRADING AND SERVICES	
Montant TTC	286 819 454 F CFA TTC	61 417 614 F CFA TTC
Motifs invoqués par la DAGE pour passer un avenant	<p>Le présent avenant a pour objet le règlement du reliquat du marché initial de réhabilitation des immeubles du ministère de l'Economie et des Finances, reliquat dû à une ponction effectuée sur la ligne d'imputation budgétaire du marché, les ressources résiduelles de la gestion 2010 s'étant révélées insuffisantes.</p> <p>Dans le rapport de présentation relatif à la soumission du marché initial à l'approbation, il était convenu que le reliquat de 61 417 614 F CFA sera payé par avenant sur la gestion 2011, suite au protocole d'accord signé avec le titulaire du marché. Sur ce point, il convient de noter que l'autorité contractante, lors de la signature du marché initial ne s'était pas conformée à l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits budgétaires suffisants, préalable à toute signature de marché.</p> <p>La DCMP a été saisie pour avis sur le projet d'avenant en date du 18 Mai 2011.</p> <p>Suite aux observations qu'elle avait formulées sur le projet et aux corrections apportées, la DCMP a considéré que le projet d'avenant pouvait être approuvé.</p>	
Non conformités	<p>L'avenant a été signé par le DAGE du MEF sur aucune base légale ou réglementaire, car il n'a pas été désigné Personne Responsable du Marché au sens des articles 27 et 28 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics. En conséquence, le DAGE, n'ayant pas reçu formellement une habilitation de l'Autorité de tutelle dans les mêmes formes que celles prévues par l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi portant Règlement de la Comptabilité Publique, n'est pas habilité à signer le marché. Ce faisant, ce marché signé par ce dernier est frappé de nullité ;</p>	

	Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424 du CGI.
Recommandations	<p>Se conformer aux articles 27 et 28 du CMP sur les personnes responsables du marché, habilitées à signer les marchés.</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424 du Code Général des Impôts.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Commentaires de l'Autorité Contractante	

4.2.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Observations générales sur la passation des marchés de la DAGE par la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

Les lettres d'invitation à soumissionner ne renseignent pas sur l'identifié des autres soumissionnaires consultés dans le cadre des procédures de DRP. Cette information est requise au regard des dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas systématiquement jointes aux dossiers de passation qui nous ont été transmis. Il convient de noter que cette information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu de l'exigence de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure. Il s'agit également d'une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Les DRP initiées par le DAGE en sa qualité d'Administrateur de Crédits Délégué ont été ouvertes par une Commissions dite Interne dont l'existence n'est fondée sur aucune base légale ou réglementaire. Nous rappelons que de manière générale les Administrateurs de Crédits Délégués sont désignés sur la base d'un arrêté ministériel conformément aux dispositions de l'article 18 du décret 2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement de la Comptabilité Publique. Ils ne sont pas désignés Personnes Responsables de Marchés au sens des articles 27 et 28 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics. En conséquence, le DAGE, Administrateur de Crédits Délégué n'ayant pas reçu formellement une habilitation du Ministre de l'Economie et des Finances dans les mêmes formes que celles prévues par l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi portant Règlement de la Comptabilité Publique n'est pas habilité à signer des marchés. Ce faisant toutes les DRP signées par ce dernier sont sur le principe frappées de nullité.

Description	DRP N° 1	DRP N° 2	DRP N° 3	DRP N° 4
Nature	Matériels et produits d'entretien	Entretien et réparation de véhicules	Fourniture de pièces pour l'entretien et la réparation de véhicules	Frais d'organisation du séminaire de validation de la matrice de Bruxelles sur les PMA
Date de saisine des fournisseurs	08 août 2011	-	25 janvier 2011	1 ^{er} mars 2011
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	22 août 2011	-	10 février 2011, PV établi le 28 février 2011	21 mars 2011, PV établi le 11 mai 2011
Délai de préparation des offres	14 jours	-	16 jours	20 jours
Date d'attribution	22 août 2011	-	11 février 2011, PV établi le 28 février 2011	07 avril 2011, PV établi le 11 mai 2011
Date de signature du contrat	22 août 2011	-	05 avril 2011	-
Date d'enregistrement	06 septembre 2011	-	13 avril 2011	25 mai 2011
Fournisseurs consultés	Abdoul Hamed Touré, Dionthiaba, GIE Informatique Electronique, Ibrahima Diagne, Interafrican Negoce	-	Station Shell Pasteur- Keur Mame Diarra- Mécanique Générale Access- Garage du Fond Point de l'Etoile- Centrale d'Equipement et de Services	Jokko Distribution- Papa Arfang Sarr (DSPS)- Niayes Import Export- Etablissement Adama Négoce- IFFS
Nombre d'offres reçues	Abdoul Hamed Touré, GIE Informatique Electronique, Ibrahima Diagne, Interafrican Negoce	-	Station Shell Pasteur- Keur Mame Diarra- Mécanique Générale Access- Garage du Fond Point de l'Etoile- Centrale d'Equipement et de Services	

Attributaire	Abdoul Hamed Touré	La Sénégalaise de l'Automobile	Keur Mame Diarra	IFFS
Montant du marché en F CFA TTC	4 599 876	9 841 120	5 934 019	14 691 000
Non conformités	<p>DRP 1 - Matériels et produits d'entretien attribué à Abdoul Hamed Touré pour 4 599 876 F CFA</p> <p>L'examen des factures pro forma présentées par trois des soumissionnaires (INTERAFRICAN NEGOCE, ABDOUL HAMED TOURE ET CIE) a permis de noter des similitudes suspectes laissant entrevoir qu'elles ont été préparées par la même source ou proviennent de sources liées. Ces signes de collusion sont une violation du principe de transparence des procédures.</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater que des offres écrites à la main avaient été déposées les 15 et 16 juin 2011 par CIE et INTERAFRICAN NEGOCE lesquelles offres avaient été par la suite saisies sur ordinateur après l'invitation à soumissionner du 8 août 2011. La procédure de DRP semble avoir été organisée pour régulariser une opération déjà exécutée. Le contrôle des offres des soumissionnaires a également permis de noter qu'à l'exception de l'attributaire du marché, tous les autres candidats ont fait une cotation pour 25 articles en lieu et place de 20 articles demandés dans le bordereau quantitatif et pour des quantités supérieures à celles indiquées dans ledit bordereau quantitatif. Cette succession d'incohérences serait le résultat d'opérations de régularisation mal maîtrisées.</p> <p>DRP 2 Entretien et réparation de véhicules attribué à La Sénégalaise de l'Automobile pour 9 841 120 F CFA</p> <p>Cette prestation n'a pas fait l'objet de procédure concurrentielle, le motif qui a été invoqué est que la Sénégalaise de l'Automobile est concessionnaire exclusif des pièces détachées pour réparer les véhicules Mitsubishi, Citroen, Mercedes et Kia au Sénégal. Cependant, seul un certificat d'exclusivité établi par la Sénégalaise de l'Auto elle-même est joint au dossier. Les contrats d'exclusivité devant être délivrés par les fabricants n'ont pas été transmis. Ni la facture définitive ni le PV de réception technique ne précisent les marques des voitures à entretenir ou à réparer.</p> <p>DRP N° 3 - Fourniture de pièces pour l'entretien et la réparation de véhicules attribué à Keur Mame Diarra pour 5 934 019 F CFA.</p> <p>Le dossier de passation ne comprend pas les justificatifs de l'organisation d'une procédure concurrentielle pour la sélection de ce prestataire.</p>			

	<p>DRP N° 4 Frais d'organisation du séminaire de validation de la matrice de Bruxelles sur les PMA attribué à IFFS pour 14 691 000 F CFA.</p> <p>Les candidats consultés (JOKKO DISTRIBUTION, PAPA ARFANG SARR – DSPS, NIAYES IMPORT EXPORT ET IFFS) dans le cadre de cette procédure ne sont ni des consultants, ni des réceptifs hôteliers et n'ont a priori aucune qualité pour organiser un séminaire. Il s'agit d'opérateurs sélectionnés sur la base de leur capacité à préfinancer cette opération ; il s'agit d'un mode de dévolution de marché contraire aux principes qui gouvernent la commande publique. Nous rappelons que pour l'établissement de la liste restreinte dans une procédure de DRP, l'Autorité Contractante est censée avoir « pré-qualifié » les candidats au regard de leurs capacités juridique, technique et financière supposées à effectuer les prestations envisagées.</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis ne porte pas de date de signature en violation de l'article 13- 6 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 13, 78, 133 et 134 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Veiller à plus de transparence dans les procédures de DRP.</p> <p>Eviter les opérations de régularisations.</p> <p>Obtenir des contrats d'exclusivité en bonne et due forme et non des attestations.</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs en veillant à plus de transparence dans les procédures.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	DRP N° 5	DRP N° 6	DRP N° 7	DRP N° 8	DRP N° 9
Nature	Entretien du matériel de climatisation des véhicules DU M.EF	Fourniture de matériel de plomberie	Projet de réhabilitation (Peinture locaux de la DTAI)	Achat de consommables informatiques	Organisation d'un cocktail (Prestation menu et forfait boisson par personne)
Date de saisine des fournisseurs	10 Février 2011	20 Décembre 2010	07 Juin 2011	26 Janvier 2011	22 Décembre 2010
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	24 Février 2011 à 10 heures, PV établi le 1 ^{er} avril 2011	03 Janvier 2011 à 10 heures, PV établi le 07 mars 2011	22 Juin 2011 à 10 heures	10 Février 2011 à 10 heures, PV dressé le 16 mars 2011	05 Janvier 2011 à 10 heures, PV établi le 06 Avril 2011
Délai de préparation des offres	13 jours	14 jours	15 jours	15 jours	14 jours
Date d'attribution	24 Février 2011 à 10 heures, PV établi le 1 ^{er} avril 2011	07 mars 2011	22 juin 2011	10 Février 2011 à 10 heures, PV dressé le 16 mars 2011	05 Janvier 2011 à 10 heures, PV établi le 6 Avril 2011
Date de signature du contrat	25 novembre 2011	-	17 juin 2011	08 juin 2011	-
Date d'enregistrement	25 novembre 2011	06 avril 2011	24 Aout 2011	16 Juin 2011	11 Mai 2011
Fournisseurs consultés	Cinq (05) Station Froid Auto ; Froid Darou Khoudoss ; Touba Froid ; SENI MANE ; Ets Maleye	Cinq (05) E.P.S.C; Darou Salam Prestations & Services ; Mame Mor Mbacké Diagne ; SOPASEC-SARL ; G.I.E le Massina	Cinq (05) fournisseurs IDCO Suarl ; BF Trading and Services; Comptoir Commercial d'Industrie, Edipres Surl ; Ets Abdou Ndoeye	Cinq (05) fournisseurs Logic Plus SUARL ; Ndar Services ; Ets Le Saloum ; S.A.N.C ; Niayes Import-Export/T.B	Cinq (05) Ets Ndoumé; Africa Computer Productions ; Ets ASS ; EMTG et Associés ; PBN et Solutions Dakar
Nombre d'offres reçues	Quatre (04) Station Froid Auto ; Touba Froid ; SENI MANE ; Froid Darou Khoudoss	Cinq (05) E.P.S.C; Darou Salam Prestations & Services ; Mame Mor Mbacké Diagne ; SOPASEC-SARL ; G.I.E le Massina	Quatre (04) fournisseurs IDCO Suarl ; BF Trading and Services; Comptoir Commercial d'Industrie, Edipres Surl	Cinq (05) fournisseurs Logic Plus SUARL ; Ndar Services ; Ets Le Saloum ; S.A.N.C ; Niayes Import-Export/T.B	Trois (03) Ets Ndoumé ; Ets ASS ; E.M T.G/Ets Maty Gueye & Associés
Attributaire	Station Froid Auto	E.P.S.C	Idéal Concept Suarl	Logic Plus-Suarl	Ets Ndoumbé
Montant du marché en F CFA TTC	4 489 900	8 019 516	22 999 135	9 974 540	6 018 000

Non conformités	<p>DRP N° 5 Entretien du matériel de climatisation des véhicules DU M.EF attribué à Station Froid Auto pour 4 489 900 F CFA</p> <p>Le PV d’ouverture des plis a été établi deux mois après l’ouverture des plis soit le 1^{er} avril en violation des dispositions du CMP qui indiquent que le procès verbal d’ouverture des plis doit être dressé séance tenante. S’il s’agissait d’un appel d’offres ledit PVO aurait été remis aux soumissionnaires présents ou représentés et transmis aux autres soumissionnaires (article 67-4 du CMP). .</p> <p>Les prix totaux consignés sur les factures pro forma des fournisseurs TOUBA FROID, SENI MANE, FROID DAROU KHOUDOSS ne correspondent pas à la contre valeur des quantités indiquées sur lesdites factures pro forma mais à celle des quantités demandées par l’AC dans sa lettre d’invitation à soumissionner.</p> <p>Notons que les factures pro forma de Touba Froid et Froid Darou Khoudoss ne comportent ni numéro de registre de commerce ni celui du NINEA en violation de l’article 44 du CMP.</p> <p>Nous notons, au regard de la date de signature et d’enregistrement du contrat (25 novembre 2011) et de la date de réception des travaux (encore le 25 novembre 2011), qu’il y a eu soit une exécution anticipée du contrat car il est matériellement impossible de réaliser les travaux prévus en un jour, soit une certification de service fait de complaisance.</p> <p>DRP N° 6 Fourniture de matériel de plomberie attribué à E.P.S.C pour 8 019 516 F CFA</p> <p>Des noms de marque (tirette SIAMP, câble WIRQUIN,...) ont été cités dans le bordereau quantitatif transmis aux fournisseurs par l’AC, ceci est proscrit par l’article 7 du CMP. En effet, cette indication est interdite, toutefois, une telle indication accompagnée de la mention « ou équivalent » est autorisée lorsque les AC n’ont pas la possibilité de donner une description de l’objet du marché...</p> <p>L’offre de l’attributaire n’a pas été jointe à la liasse et les quatre autres factures forma n’ont pas été datées.</p> <p>L’examen du tableau comparatif des offres a permis de constater que les prix unitaires enregistrés dans la colonne du fournisseur SOPASEC-SARL sont différents de ceux inscrits dans son offre. pour les articles « vis a cache tête pour wc/bidet 8 cms » et « rouleau Telfon 252 25X10X0.2 » qui doivent être respectivement de 848 F CFA et 1200 F CFA en lieu et place de 1081 F CFA chacun. Avec cette modification injustifiée des prix dans le tableau comparatif des offres, SOSAPEC s’est retrouvé moins disant (7 998 795 F CFA) dans le tableau comparatif alors qu’avec la comparaison des factures pro forma, il est le deuxième moins disant (8 046 042 F CFA) derrière EPSC qui a fait une offre de 8 019 516 F CFA. Il convient de veiller au correct report des informations contenues dans les offres des soumissionnaires dans les</p>
-----------------	---

	<p>procès verbaux d'évaluation.</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis n'est pas daté.</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des similitudes suspectes laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs.</p> <p>DRP N° 7 Projet de réhabilitation (Peinture locaux de la DTAI) attribué à Idéal Concept Suarl pour 22 999 135 F CFA</p> <p>Le dossier qui nous a été transmis ne comprend pas de cahier des charges et / ou de cadre de devis estimatif quantitatif. Aucune des quatre factures pro forma qui nous ont été transmises n'est datée. L'examen des offres des soumissionnaires a permis de déceler des similitudes suspectes laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs (IDCO, BF TRADING&SERVICES, CCI et EDIPRES). Nous constatons une erreur sur la numérotation du courrier. Ainsi, le procès verbal d'attribution et la lettre d'invitation des Ets Abdou Ndoeye ont le même numéro d'enregistrement.</p> <p>DRP N° 8 Achat de consommables informatiques attribué à LOGIC PLUS-SUARL pour 9 974 540 F CFA</p> <p>Le PV d'ouverture des plis a été établi plus d'un mois après l'attribution du marché soit le 16 mars 2011, en violation des dispositions du CMP qui indiquent que le procès verbal d'ouverture des plis doit être dressé séance tenante. S'il s'agissait d'un appel d'offres, ledit PVO aurait été remis aux soumissionnaires présents ou représentés et transmis aux autres soumissionnaires (article 67-4 du CMP). .</p> <p>Le même dateur a été utilisé sur toutes les factures pro forma.</p> <p>Nous notons, au regard des dates de signature (8 juin 2011) et d'enregistrement du contrat (16 juin 2011) et de la date de livraison des fournitures (25 mai 2011), qu'il y a eu une exécution anticipée du contrat en violation des dispositions de l'article 85 du CMP qui stipule que le marché ne produit d'effet à l'égard de son attributaire qu'à compter de sa notification.</p> <p>DRP N° 9 Organisation d'un cocktail (Prestation menu et forfait boisson par personne) attribué à Ets Ndoumbé pour 6 018 000 F CFA</p> <p>Sur les cinq (05) lettres d'invitation adressées aux candidats, seules trois ont été déchargées et portent le cachet des entreprises (Ets Ndoumbé, Ets Ass et Africa Computer Productions), les deux autres factures (EMTG et PB Net Solutions) ne portent ni cachet ni décharge. Ceci ne nous donne pas l'assurance de la réception effective de la lettre d'invitation par</p>
--	---

	<p>ces deux dernières entreprises.</p> <p>Le PV d'ouverture des plis a été établi trois mois après l'ouverture des plis soit le 06 avril 2011 en violation des dispositions du CMP qui indiquent que le procès verbal d'ouverture des plis doit être dressé séance tenante.</p> <p>Le contrat ne comporte pas la date de sa signature.</p> <p>Les factures pro forma des fournisseurs sont identiques. Les mêmes fautes sont commises sur toutes les factures. Il s'y ajoute que les Ets Ndoumbé et les Ets ASS ont le même numéro de boîte postale (1728). Nous avons noté à partir du SIGFIP que ces deux établissements appartiennent à la même personne (Aissatou Sy). De plus, le numéro de registre de commerce des Ets Ndoumbé (SN DKR 1993 A 2673) est le même que celui des Ets ASS (SN DKR 93 A 2673), il en est de même pour leur numéro de NINEA (Ets Ndoumbé : N° 22593662R1 et Ets ASS : N° 2259366 2D1) même si par quelques petits artifices maladroits le soumissionnaire a essayé de les modifier..</p> <p>La facture pro forma du fournisseur « EMTG & Associés/ Etablissement Maty Gueye et Associés » ne comporte ni numéro de NINEA ni numéro de registre de commerce or l'article 44 du CMP dispose que « tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter un marché... ».</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 13, 27, 28, 44, 67, 78, 133 et 134 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Veiller à plus de transparence dans les procédures de DRP. Eviter la régularisation conformément à l'article 44 du COA.</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs en veillant à plus de transparence dans les procédures.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	DRP N° 10	DRP N° 11	DRP N° 12	DRP N° 13
Nature	Fournitures de bureau	Fourniture d'habillement et d'accessoires vestimentaires destinés aux chauffeurs du cabinet du ministre	Achat de pneus et de batteries	Achat de consommables informatiques
Date de saisine des fournisseurs	26 Janvier 2011	26 janvier 2011	04 mars 2011	1 ^{er} juin 2011
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	10 Février 2011	10 février 2011 à 10 heures	18 mars 2011 à 10 heures	15 juin 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	15 jours	15 jours	13 jours	13 jours
Date d'attribution	2011	11 février 2011	18 mars 2011	15 juin 2011
Date de signature du contrat	10 Février 2011	-	-	-
Date d'enregistrement	14 Juin 2011	-	11 août 2011	-
Fournisseurs consultés	05 : LOGIC PLUS – SUARL, NDAR SERVICES, S.A.N.C., ETS LE SALOUM, NIAYES IMPORT -EXPORT/TB	Cinq (05) GIE MASSINA; IFFS; Ets El Hadj Dame Sougou ; SOPASEC ; Gouye Mbinde	Cinq (05) Ets MALEYE ; Général Pneumatiques ; Maison du Pneu ; Ets Fadel Suarl ; Station Froid Auto	Cinq (05) : BURO PLUS ; B S E ; MAFOPRES ; GROUPOO ; STABURO
Nombre d'offres reçues	05 : LOGIC PLUS – SUARL, NDAR SERVICES, S.A.N.C., ETS LE SALOUM, NIAYES IMPORT -EXPORT/TB	Quatre (04) offres reçues IFFS; SOPASEC; GIE MASSINA ; Ets El Hadj Dame Sougou	Quatre (04) Ets MALEYE ; Général Pneumatiques ; Maison du Pneu ; Ets Fadel Suarl	1 offre reçue : STABURO
Attributaire	LOGIC PLUS - SUARL	GOUYE MBINDE PRESTATIONS ET SERVICES	Ets MALEYE	STABURO
Montant du marché en F CFA TTC	4 922 606	4 369 481	4 000 005	10 299 996

<p>Non conformités</p>	<p>DRP N° 10 Fournitures de bureau attribué à LOGIC PLUS – SUARL pour 4 922 606 F CFA</p> <p>Le PV d’ouverture fait office de PV d’évaluation alors qu’il faut établir des PV distincts à chaque étape de la procédure.</p> <p>DRP N° 11 Fourniture d’habillement et d’accessoires vestimentaires destinés aux chauffeurs du cabinet du ministre attribué à GOUYE MBINDE PRESTATIONS ET SERVICES pour 4 369 481 F CFA</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis ne porte que la signature du DAGE, celle du fournisseur n’y est pas apposée. Il ne porte pas non plus la date de sa signature.</p> <p>L’attributaire retenu par la Commission, a fait une offre financière qui est, à dix neuf francs près, égale au montant disponible sur la ligne budgétaire. Il s’y ajoute que les offres des soumissionnaires présentent de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion.</p> <p>Le G.I.E LE MASSINA a proposé l’offre la moins disante avec un montant de 4 049 288 F CFA TTC. Cependant, le marché a été attribué à Gouy Mbinde Prestations et services, aucune explication n’a été apportée sur le choix porté sur ce dernier, qui était le deuxième moins disant.</p> <p>Les candidats IFFS et SOPASEC ont le même siège social, numéro de téléphone, fax et RC renforçant ainsi les indices de collusion.</p> <p>DRP N° 12 Achat de pneus et de batteries attribué à Ets MALEYE pour 4 000 005 F CFA</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis n’a été signé que par le DAGE, celle du fournisseur n’y est pas apposée. Il ne porte pas non plus la date de sa signature.</p> <p>DRP N° 13 Achat de consommables informatiques attribué à STABURO pour 10 299 996 F CFA</p> <p>Aucune offre n’a été mise à notre disposition pour nous permettre d’apprécier leur conformité avec les spécifications du cahier des charges et la mise en œuvre transparente de la procédure de sélection.</p>
<p>Recommandations</p>	<p>Se conformer à l’Arrêté N° 011588 du 28/12/07 sur la mise en place des commissions des marchés des autorités contractantes ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 13, 78-2, 133 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM.</p>

	<p>Veiller à plus de transparence dans les procédures de DRP. Bannir la collusion entre fournisseurs.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Veiller à plus de transparence dans les procédures de DRP.</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs en veillant à plus de transparence dans les procédures.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	DRP N° 14	DRP N° 15	DRP N° 16	DRP N° 17
Nature	Travaux de désinfection et de dératisation des immeubles du MEF	Achat de produits d'entretien	Achat de médailles pour le Ministère de l'Economie et des Finances	Achat de matériel de bureau
Date de saisine des fournisseurs	02 août 2011	27 mai 2011	1 ^{er} février 2011	23 septembre 2011
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	23 août 2011 à 10 heures	06 juin 2011 à 10 heures	14 février 2011 à 10 heures	07 octobre 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	20 jours	09 jours	12 jours	13 jours
Date d'attribution	23 août 2011	07 juin 2011	28 février 2011	28 février 2011
Date de signature du contrat	-	05 juillet 2011	-	-
Date d'enregistrement	-	11 juillet 2011	-	-
Fournisseurs consultés	Cinq (05) Idéal Concept ; Edipres ; BF Trading & Services ; Ets Abdou Ndoeye ; Comptoir Commercial d'Industrie	Cinq (05) Ets SODA ; Ets DIOP ; Ets A R DIAGNE;	Cinq (05) A.C.P ; Africaner ; Entreprise Boussoré ; Logic Plus Suarl ; C.C.I	Cinq (05) G.I.E Frami; Keur Baye Laye; Sentracom; Debroy ; G.I.E Nare Consulting T & S
Nombre d'offres reçues	Un (01) offre reçue IDEAL CONCEPT SUARL	Trois (03) offres reçues Ets SODA Ets A R DIAGNE Ets Diop	Cinq (05) A.C.P ; Africaner ; Entreprise Boussoré ; Logic Plus Suarl ; C.C.I	Cinq (05) G.I.E Frami; Keur Baye Laye; Sentracom; Debroy ; G.I.E Nare Consulting T & S
Attributaire	IDEAL CONCEPT SUARL	ETABLISSEMENTS SODA	LOGIC PLUS SUARL	G.I.E NARE CONSULTING T & S
Montant du marché en F CFA TTC	14 750 000	4 499 930	4 767 200	3 498 464
Non conformités	<p>DRP N° 14 Travaux de désinfection et de dératisation des immeubles du MEF attribué à IDEAL CONCEPT SUARL pour 14 750 000 F CFA</p> <p>Aucune offre n'a été mise à notre disposition pour nous permettre d'effectuer les travaux de vérification programmés.</p>			

	<p>DRP N° 15 Achat de produits d’entretien attribué à ETABLISSEMENTS SODA pour 4 999 930 F CFA.</p> <p>Seules trois lettres d’invitation (Ets Soda, Ets Diop et Ets A R Diagne) sont jointes dans le dossier qui nous a été transmis alors qu’il est a été indiqué dans le procès verbal d’ouverture des plis que cinq fournisseurs ont été consultés. Nos vérifications nous ont montré que les candidats qui ont déposé leurs offres sont les candidats à qui les lettres d’invitation ont été transmises.</p> <p>Nous notons des similitudes suspectes sur les factures des établissements Soda et Amadou Raby Diagne. En effet, tous les montants inscrits sur les colonnes des prix unitaires et totaux sont collés, la présentation des tableaux et les caractères des écritures sont identiques. La marque de désodorisant « ARRIXACA » a été écrit « ARRIXARA » sur le bordereau quantitatif transmis par l’autorité contractante mais aucun des fournisseurs n’a apporté de correction.</p> <p>DRP N° 16 Achat de médailles pour le Ministère de l’Economie et des Finances attribué à LOGIC PLUS SUARL pour 4 767 200 F CFA.</p> <p>Le bordereau quantitatif n’a pas été annexé aux lettres d’invitation.</p> <p>L’ouverture des plis a eu lieu le 28 février 2011 soit quatorze jours après la date prévue. Il est à noter que la réception a eu lieu le 8 février 2011 avant l’ouverture des plis traduisant une exécution anticipée d’un contrat dont la conclusion ex post procède d’une opération de régularisation.</p> <p>DRP N° 17 Achat de matériel de bureau attribué au G.I.E NARE CONSULTING T & S pour 3 498 464 F CFA</p> <p>Des signes de collusion ont été identifiés sur les factures pro forma produites par les soumissionnaires.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l’Arrêté N° 011588 du 28/12/07 sur la mise en place des commissions des marchés des autorités contractantes ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 13, 78-2, 133 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM.</p> <p>S’appropriier les instructions contenues dans le manuel de classement et d’archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l’ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs en veillant à plus de transparence dans les procédures de DRP.</p>

Commentaires l'Autorité Contractante	de	
Appréciation Consultant	du	

Description	DRP 18	DRP 19	DRP 20	DRP 21	DRP 22	DRP 23
Nature	Entretien Et Maintenance Du Parc Informatique	Fourniture d'effets Vestimentaires	Entretien Et Maintenance Des Circuits Electriques Des Immeubles	Travaux D'assainissement Des Eaux Pluviales	Travaux De Réhabilitation D'un Bâtiment R+1 A Usage De Bureau	Projet D'aménagement Du 3^e Etage : Immeuble Guillet
Date de saisine des fournisseurs	-	25 Janvier 2011	04 Février 2011	28 Avril 2011	31 Mai 2011	27 Avril 2011
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	1 ^{er} Mars 2011	10 Février 2011	25 Février 2011	11 Mai 2011	14 Juin 2011	11 Mai 2011
Délai de préparation des offres	-	15 jours	20 jours	12 jours	13 jours	13 jours
Date d'attribution	08 Mars 2011	11 Février 2011	25 Février 2011	11 Mai 2011	14 Juin 2011	11 Mai 2011
Date du visa de l'administrateur de crédits	-	05 Avril 2011	11 Novembre 2011	-	-	-
Date du visa du COF	-	06 Mai 2011	17 Novembre 2011	-	-	-
Date du visa de l'ordonnateur délégué	-	24 Mai 2011	1 ^{er} Décembre 2011	-	-	-
Fournisseurs consultés	05 Fournisseurs consultés : A.C.P, S.D.P.P, PSD Objectif Plus, NTIC Consult, A.D.B	05 Fournisseurs consultés : FALL ABDOU LAHAT, PRESCOM SENEGAL, NGUISS SERVICES, GECOM Industries, NASEP	05 Fournisseurs consultés : M.N.E.G, G.E.E, B.P.S, NTM, ABBEL SENEGAL	05 Fournisseurs consultés : ELEGANCE SERVICES, 2 BF TRADING ET SERVICES, A2S SERVICES, IDCO, Entreprise ALLYS	05 Fournisseurs consultés : ELEGANCE SERVICES, Ets Abdou NDOYE, A2S SERVICES, DELTA Group International, Entreprise ALLYS	05 Fournisseurs consultés : Ets Abdou NDOYE, A2S SERVICES, DELTA Group International, Entreprise ALLYS, IDCO
Nombre d'offres reçues	05 offres reçues : A.C.P, S.D.P.P, PSD Objectif Plus, NTIC Consult, A.D.B	05 offres reçues : FALL ABDOU LAHAT, PRESCOM SENEGAL, NGUISS	05 offres reçues : M.N.E.G, G.E.E, B.P.S, NTM, ABBEL SENEGAL	05 offres reçues : ELEGANCE SERVICES, 2 BF TRADING ET SERVICES, A2S SERVICES, IDCO,	05 offres reçues : ELEGANCE SERVICES, Ets Abdou NDOYE, A2S SERVICES, DELTA Group	05 offres reçues : Ets Abdou NDOYE, A2S SERVICES, DELTA Group International,

		SERVICES, GECOM Industries, NASEP		Enterprise ALLYS	International, Enterprise ALLYS	Enterprise ALLYS, IDCO
Attributaire	A.C.P	FALL ABDOU LAHAT	M.N.E.G	ELEGANCE SERVICES	DELTA Group International	A2S SERVICES
Montant du marché en F CFA TTC	8 299 223	3 823 200	6 999 760	23 894 528	23 499 732	24 685 600
Crédits ouverts	-	3 823 500	9 383 000	-	-	-
Non conformités	<p>Les lettres d’invitation et les tableaux des besoins exprimés ne donnent aucune indication sur les spécifications techniques requises pour les fournitures ou prestations de services. De ce fait, l’évaluation ne s’est basée que sur la comparaison des offres de prix proposées par les soumissionnaires.</p> <p>Le secrétariat de la commission des marchés n’a pas été tenu par les membres de la Cellule de Passation des Marchés en violation des dispositions de l’arrêté N° 011586 du 28/12/07 pris en application de l’article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes</p> <p>Concernant les DRP relatives aux travaux, nous avons constaté que l’Autorité Contractante consultait régulièrement les mêmes prestataires.</p> <p>DRP N° 18 / ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU PARC INFORMATIQUE</p> <p>Les lettres d’invitation à soumissionner ne sont pas datées.</p> <p>Les PV ont été établis cinq (05) mois après les séances d’ouverture des plis et d’attribution du marché en violation de l’article 67-1 du CMP.</p> <p>L’examen des offres nous a permis de déceler des similitudes sur la présentation laissant entrevoir des signes de collusion entre les différents candidats consultés.</p> <p>DRP N° 19 / FOURNITURE D’EFFETS VESTIMENTAIRES</p> <p>Les factures pro forma ne sont pas datées.</p> <p>Les PV ont été établis deux (02) mois après les séances d’ouverture des plis et d’attribution du marché en violation de l’article 67-1</p>					

	<p>du CMP.</p> <p>DRP N° 20 / ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES CIRCUITS ELECTRIQUES DES IMMEUBLES</p> <p>Seule l'offre de l'attributaire est classée dans le dossier.</p> <p>Le délai entre la décision d'attribution et la signature du contrat est anormalement long (09 mois).</p> <p>DRP N° 21 / TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES</p> <p>Les offres ne sont pas datées. A l'exception de l'attributaire, tous les autres soumissionnaires ont coté au dessus du seuil de passation des marchés et aucune de leurs offres n'est visée par le représentant légal.</p> <p>Le système de numérotation des lettres d'invitation présente des indices de régularisation.</p> <p>Le cahier des charges ne figure pas dans le dossier.</p> <p>DRP N° 22 / TRAVAUX DE REHABILITATION D'UN BATIMENT R+1 A USAGE DE BUREAUX</p> <p>Les offres ne sont pas datées.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 3 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>L'Autorité Contractante a l'obligation d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres aussitôt après l'approbation de la proposition d'attribution de la Commission des Marchés.</p> <p>Faire signer les marchés par les personnes habilitées conformément à l'article 27 du CMP.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'Arrêté N° 11 588 fixant les conditions de désignation des membres de la Commission des marchés.</p> <p>Veiller à l'archivage et au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation de marchés tel qu'édicte par le Manuel</p>

	<p>de classement de l'ARMP.</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs en veillant à plus de transparence dans les procédures de DRP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 30 avril 2013

A Monsieur le Ministre
de l'Economie et des Finances
(MEF)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement au titre de la gestion 2011

Monsieur le Ministre,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos observations et commentaires dans les huit jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Ministre**, l'expression de notre parfaite considération.



Ibra Guèye
Directeur-Associé

PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE